



Union interparlementaire  
Pour la démocratie. Pour tous.

# Rapport d'impact 2023



# L'UIP

L'UIP est l'organisation mondiale des parlements nationaux. Elle a été fondée il y a plus de 130 ans pour encourager la coopération et le dialogue entre toutes les nations, en tant que première organisation politique multilatérale.

Elle compte aujourd'hui 180 Parlements membres et 15 organismes parlementaires régionaux. Elle œuvre pour la paix, la démocratie et aide les parlements à se renforcer, se rajeunir, être plus écologiques, se rapprocher de la parité hommes-femmes et devenir des institutions plus innovantes. Elle défend aussi les droits de l'homme des parlementaires par le biais d'un comité spécialisé comprenant des parlementaires issus de toutes les régions du monde.

# Table des matières

<b>Avant-propos</b>	<b>6</b>
<b>PARTIE 1 Objectifs stratégiques</b>	<b>8</b>
Objectif stratégique 1 : Rendre les parlements efficaces et leur donner les moyens d’agir	8
Objectif stratégique 2 : Promouvoir des parlements inclusifs et représentatifs	10
Objectif stratégique 3 : Soutenir les parlements résilients et innovants	13
Objectif stratégique 4 : Stimuler une action parlementaire collective	16
Objectif stratégique 5 : Renforcement de la redevabilité de l’UIP	20
<b>PARTIE 2 Au premier plan</b>	<b>22</b>
Objectif politique 1 – Changements climatiques	22
Objectif politique 2 – Démocratie et parlements forts	23
Objectif politique 3 – Droits de l’homme	25
Objectif politique 4 – Égalité des sexes	26
Objectif politique 5 – Représentation des jeunes	27
Objectif politique 6 – Paix et sécurité	28
Objectif politique 7 – Objectifs de développement durable	29
<b>Devenir une organisation universelle</b>	<b>30</b>
<b>Comité exécutif de l’UIP</b>	<b>31</b>
<b>Comment l’UIP est-elle financée ?</b>	<b>31</b>

# 2023

## EN CHIFFRES



**26 500**

mentions de l'UIP

dans les médias

(soit 10 % de plus qu'en 2022)

**16**

publications

en 11 langues

à l'intention des

parlementaires



**180**

Parlements membres

et **15** Membres  
associés

**762**

cas de violation

des droits de l'homme

examinés par l'UIP en 2023



**1 500**

acteurs du changement

se sont engagés dans la campagne de l'UIP

*Oui à plus de jeunes au parlement !*,

dont 61 présidents de parlement

et 15 chefs d'État

Plus de

**150 000** visionnages

des vidéos de l'UIP sur le climat dans le cadre de la campagne *Parlements pour la planète*



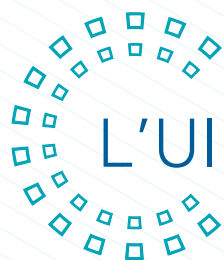
Proportion moyenne de femmes parlementaires aux Assemblées de l'UIP

**35,3 %** en 2023



Proportion moyenne de jeunes parlementaires aux Assemblées de l'UIP (moins de 45 ans)

**26,6 %** en 2023



L'UIP a organisé

**75** événements mondiaux et régionaux à l'intention des parlementaires, dont

**2** Assemblées + **45** activités nationales de renforcement des capacités

# Avant-propos



Martin Chungong, Secrétaire général de l'UIP.  
© Parlement du Bahreïn

Même si l'on prépare une année électorale 2024 exceptionnelle, la sensation d'un recul de la démocratie en 2023 reste bien présente. Les populations du Moyen-Orient, du Soudan et de l'Ukraine ont trop souvent été prises au piège de combats brutaux, tandis que les coups d'État et l'instabilité politique ont continué de saper l'État de droit dans la région du Sahel et certains pays d'Amérique latine. Affaiblis par les changements climatiques, l'insécurité économique et des inégalités croissantes, de nombreux gouvernements peinent à répondre aux besoins de leur population. La légitimité des gouvernants étant remise en question, des conditions propices à l'émergence de régimes populistes et autoritaires se sont créées.

Dans ce contexte, l'Union interparlementaire (UIP) a intensifié ses efforts de soutien aux parlements en leur offrant un espace de dialogue et en les encourageant à devenir plus forts, plus jeunes, plus verts et à assurer un meilleur équilibre hommes-femmes, afin de mieux servir les populations représentées.

Souhaitant plus de multilatéralisme parlementaire plutôt que moins, l'UIP s'est agrandie en 2023 avec l'adhésion des Parlements du Libéria et des Bahamas, nos 179<sup>e</sup> et 180<sup>e</sup> Membres respectivement, ainsi qu'avec de nombreux observateurs et partenaires rejoignant ou réintégrant notre communauté.

Ce point, ainsi que les multiples événements et initiatives que nous avons organisés en 2023, auxquels ont participé des milliers de parlementaires et d'acteurs du monde entier, démontre que l'UIP devient encore plus inclusive, conformément à notre stratégie de développement d'écosystèmes parlementaires plus riches pour la démocratie, pour tous.

Le présent Rapport ne prétend ni être exhaustif, ni traiter de toutes nos activités en 2023. Il s'agit plutôt d'un aperçu de quelques-uns des meilleurs exemples de notre action au cours de l'année, ainsi que de certains résultats obtenus.

Voici quelques faits marquants de l'année.

## **Parlements pour la planète**

L'action climatique a été le thème principal de l'année, suite à la demande des Membres d'en faire la première priorité de la Stratégie 2022-2026 de l'UIP.

Lors de la 146<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP à Bahreïn en mars, nous avons lancé une nouvelle campagne sur le climat, [Parlements pour la planète](#), destinée à encourager les parlements à accélérer l'action climatique.

En quelques mois seulement, cette campagne a mobilisé des centaines de parlementaires pionniers, qui ont partagé leurs bonnes pratiques et leurs solutions. Nombre de ces solutions ont également remporté un vif succès, comme en atteste le nombre record de parlementaires ayant participé à nos réunions lors de la COP28, la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, qui s'est tenue à Dubaï en décembre.

En lien également avec le thème de l'année, le Prix Cremer-Passy, nommé d'après les pères fondateurs de l'UIP, a été décerné à [M. Samuelu Penitala Teo, Président du Parlement de Tuvalu](#), en reconnaissance de son bilan exceptionnel en matière d'action climatique.

## **Créer des liens**

William Randall Cremer et Frédéric Passy ont souvent été dans nos pensées l'année dernière, non seulement en raison du prix qui porte leur nom, mais aussi parce que l'esprit dans lequel ils ont fondé l'UIP, à savoir encourager la construction de la paix, n'a jamais semblé aussi pertinent.

Les Parlements membres ont adopté deux importantes déclarations visant à exprimer un espoir de paix : la Déclaration de Manama sur le thème [Promouvoir la coexistence pacifique et les sociétés inclusives : combattre l'intolérance](#), à la 146<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP, et la Déclaration de Luanda sur le thème [L'action parlementaire pour la paix, la justice et des institutions efficaces](#), à la 147<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP en Angola, en Octobre.

La Déclaration de Luanda fait également référence à un nouvel outil important piloté par l'UIP, les [Indicateurs pour des parlements démocratiques](#), qui visent à accompagner les parlements dans l'évaluation de leur légitimité démocratique afin de devenir des institutions plus fortes et inclusives.

Et pour la première fois, nous avons organisé une [Conférence parlementaire sur le dialogue interconfessionnel](#) au plan mondial afin d'encourager les parlements à intégrer davantage les religions, les convictions et les organisations confessionnelles dans leur travail, dans l'intérêt d'une coexistence pacifique.

Les dirigeants de l'UIP se sont également rendus dans des zones de conflit, notamment au [Sahel](#) et au [Moyen-Orient](#), au nom de la communauté parlementaire mondiale, dans la but de renforcer le rôle de consolidation de la paix de l'UIP.

Nos efforts au Moyen-Orient ont pris une nouvelle importance compte tenu de la prolongation du conflit à Gaza et de ses conséquences humanitaires désastreuses. La guerre en Ukraine restera la priorité de nos efforts de consolidation de la paix, notamment par le biais des travaux du [Groupe de travail de l'UIP pour la résolution pacifique de la guerre en Ukraine](#). L'UIP souhaite également relancer les efforts en vue de trouver une solution aux conflits larvés, tels que celui entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

### **L'égalité hommes-femmes avance petit à petit**

L'Histoire nous enseigne que les guerres sont généralement menées par des hommes, mais que les femmes jouent souvent un rôle essentiel dans les processus de paix et de réconciliation.

À l'UIP, nous sommes convaincus depuis longtemps que de nombreux problèmes mondiaux pourraient être résolus par une meilleure parité hommes-femmes parmi les responsables politiques.

À la fin de l'année, nous avons pu annoncer que près de 27 % des parlementaires dans le monde étaient des femmes, soit une légère augmentation par rapport à l'année précédente.

Au début de l'année, notre Rapport annuel, [Les femmes au parlement en 2022](#), a révélé que la participation des femmes au parlement n'a jamais été aussi diversifiée et représentative qu'aujourd'hui dans de nombreux pays.

Dans l'ensemble cependant, les progrès vers l'égalité des sexes à l'échelle mondiale restent douloureusement lents. La violence en ligne, exacerbée par l'intelligence artificielle, constituera un obstacle supplémentaire pour les femmes qui prennent part à la vie politique en 2024. Comme l'a montré l'expérience de 2023, nous ne sommes jamais assez vigilants sur le terrain de la démocratie et, en particulier, de l'égalité des sexes. Ce n'est pas le moment de nous reposer sur nos lauriers. L'élection d'une nouvelle Présidente africaine montre qu'il existe des progrès sur lesquels nous pouvons nous appuyer.

### **Plus de jeunes en politique**

Outre l'augmentation du nombre de femmes, l'augmentation du nombre de jeunes candidats aux élections est une autre condition préalable à l'instauration de démocraties plus fortes et inclusives.

Le tout dernier Rapport de l'UIP sur [La représentation des jeunes dans les parlements nationaux](#) atteste d'un léger rajeunissement des parlements, avec une faible augmentation du nombre de parlementaires de moins de 45 ans. Toutefois, malgré ces progrès, les parlements sont encore loin de représenter les jeunes de manière proportionnée.

### **Défendre les parlementaires en difficulté**

Quelques jours avant la Journée des droits de l'homme, le 10 décembre, nous avons publié notre [carte annuelle sur le nombre de cas signalés](#) de violations des droits de l'homme dont les parlementaires dans le monde ont été victimes.

Bien que les chiffres continuent de croître, vous lirez dans ce Rapport quelques exemples de réussite, en partie grâce aux actions du [Comité des droits de l'homme des parlementaires](#), organe de l'UIP défendant les parlementaires en difficulté. Nous pouvons affirmer avec fierté que notre approche, qui associe engagement discret, fermeté et persévérance, porte souvent ses fruits.

### **2024 et au-delà**

Malgré les dangers auxquels ils sont parfois confrontés, des candidats de tous horizons se présenteront aux nombreuses élections législatives qui ont lieu en 2024.

Alors que nous célébrons l'action de l'UIP, il faut rester lucides et reconnaître les défis, notamment les conflits, l'incertitude politique, les ressources limitées et la nécessité pour les Membres d'être plus réactifs.

L'UIP continuera de relever ces défis et d'en atténuer les effets afin de rester pertinente et résiliente, comme elle l'a été tout au long de ses 135 années d'existence.

Alors que nous arrivons à mi-parcours de la Stratégie 2022-2026, je suis convaincu que l'UIP, avec le ferme soutien de ses Membres, continuera de donner aux parlementaires, qu'ils soient en exercice ou nouveaux, et à l'ensemble de la famille parlementaire, les moyens d'agir en faveur de la démocratie, pour tous.



Martin Chungong  
Secrétaire général de l'UIP  
Mars 2024

# PARTIE 1

## Objectif stratégique 1 : Rendre les parlements efficaces et leur donner les moyens d'agir

Pour une démocratie efficace, les parlements et les parlementaires doivent être en mesure d'exercer pleinement et utilement leurs fonctions, notamment élaborer la législation et les budgets, représenter les administrés et demander des comptes au gouvernement. Nous renforçons les capacités des parlementaires et de leurs collaborateurs, par exemple en protégeant leur droit à exercer leur mandat sans crainte de harcèlement ou de violence. Nous tirons également parti de notre vaste ensemble de données, de notre expertise, de nos publications et de nos recherches pour établir des normes qui renforcent les capacités des parlements.

### Droits de l'homme des parlementaires

Le [Comité des droits de l'homme des parlementaires](#) de l'UIP, unique en son genre, se compose de 10 parlementaires élus par leurs pairs pour un mandat de cinq ans. Ce Comité défend les parlementaires en difficulté en sensibilisant à leur situation et en mobilisant les autorités nationales.

**762**

cas de violation des droits  
de l'homme examinés  
par l'UIP en 2023.



La Sénatrice philippine Leila de Lima a été libérée de prison en 2023 en partie grâce à l'action de l'UIP. © JAM STA ROSA/AFP

Le travail du Comité en 2023 a directement conduit à la libération de neuf parlementaires<sup>1</sup>, dans un contexte où les droits de l'homme des parlementaires n'ont jamais subi autant de pressions, comme en attestent nos données. Dans l'ensemble, le nombre de violations des droits de l'homme à l'encontre des parlementaires continue d'augmenter, avec un total de 762 cas en 2023, soit une hausse de 38 % par rapport aux 550 cas recensés en 2020. Ces chiffres ne représentent probablement que la partie émergée de l'iceberg et de nombreux autres cas ne sont pas signalés. Pour la plupart, ces violations sont soutenues par l'État, ce qui indique un recul probable de

la démocratie dans certains pays. Plus de 80 % des cas concernent des parlementaires de l'opposition, et les violations les plus courantes ont trait à la liberté d'expression.

Ces dernières années, nous avons obtenu le soutien de parlements qui ne sont pas actuellement représentés au sein du Comité, notamment le Bundestag allemand, qui a lancé en juillet une initiative transpartisane visant à soutenir les parlementaires du monde entier et d'autres personnes exposés à des violations des droits de l'homme.

1. Justin Ndoundangoye du Gabon, Ba Myo Thein, Soe Win (alias) Soe Lay, Win Naing et Kyaw Min Hlaing du Myanmar, Leila de Lima des Philippines, Muhammad Ssegirinya et Allan Ssewanyana d'Ouganda et Juan Requesens du Venezuela.



« En 2024, la démocratie sera mise à l'épreuve avec plus de la moitié de la population mondiale qui se rendra aux urnes. Malgré les dangers auxquels ils sont parfois confrontés, je reste persuadée que des candidats de tous horizons se présenteront aux élections parlementaires, déterminés à améliorer la vie des personnes représentées ».

Dr Tulia Ackson, Présidente de l'UIP.

## En savoir plus sur les droits de l'homme des parlementaires

- En août, le Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP s'est rendu en Iraq pour plaider en faveur de la libération rapide de M. Ahmed Al-Alwani, parlementaire de l'opposition arbitrairement arrêté en 2013 et torturé en prison. Voir [partie 2](#), chapitre 3 pour plus de détails.
- Le Comité de l'UIP a également effectué six missions d'observation en Ouganda, au Pakistan et au Zimbabwe afin d'assurer un suivi sur les abus commis à l'encontre des parlementaires de ces pays.
- Au cours de l'année, une soixantaine de décisions de l'UIP ont été adoptées, communiquées aux autorités nationales et partagées avec la communauté internationale.
- Le Comité de l'UIP a organisé 20 auditions avec des autorités, des victimes, des experts et d'autres sources.
- En octobre, l'UIP et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ont lancé une boîte à outils pour aider les parlements à mieux intégrer les droits de l'homme dans leurs travaux.

Par ailleurs, 32 % des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête annuelle de l'UIP auprès des Membres ont déclaré avoir pris des mesures spécifiques à la suite des décisions de l'UIP. Ce taux a augmenté par rapport à 2020 (18 %). En Grèce et au Royaume-Uni, les décisions de l'UIP sont systématiquement communiquées au parlement, au Ministère des affaires étrangères et aux autres fonctionnaires concernés.

## Renforcer les parlements

Après quatre ans de travail, nous avons publié en novembre un nouvel outil, les [Indicateurs pour des parlements démocratiques](#), en collaboration avec des organisations partenaires, afin de proposer un cadre de 25 indicateurs permettant aux parlements d'évaluer leurs forces et leurs faiblesses par rapport à des références établies. À ce jour, l'Albanie, l'Éthiopie et le Pakistan ont mis en œuvre ces Indicateurs, en lien avec d'autres travaux d'auto-évaluation. Voir [partie 2](#), chapitre 2 pour voir comment le Pakistan applique ces Indicateurs.



## Indicateurs pour des parlements démocratiques



Dr Tulia Ackson a été élue 31<sup>e</sup> Présidente de l'UIP en octobre.  
© UIP/Parlement d'Angola

## Davantage d'impact de l'UIP

### Un nombre record de parlementaires participant à l'examen des droits de l'homme par l'ONU

Quelque 48 parlementaires ont participé à l'Examen périodique universel, mécanisme des Nations Unies permettant aux pays de faire remonter des informations sur les droits de l'homme. Ce chiffre atteste de l'action de l'UIP et de ses partenaires, qui travaillent depuis plusieurs années à impliquer davantage les parlements dans les processus importants de l'ONU.

Des parlementaires du monde entier participent aux ateliers de renforcement des capacités et aux réunions d'information de l'UIP, où ils peuvent partager leurs bonnes pratiques et débattre de l'importance de leur participation au cycle de remontée des informations et de suivi des organes des Nations Unies chargés des droits de l'homme.

Le Parlement marocain, par exemple, a participé de multiples façons aux processus de l'ONU relatifs aux droits de l'homme. Tout d'abord, les parlementaires ont contribué à la préparation de leur rapport national, lorsqu'il a été présenté au parlement. Ensuite, lors des discussions au Conseil des droits de l'homme et au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale des Nations Unies, les parlementaires ont souligné leur rôle en encourageant la ratification de plusieurs traités des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme ainsi que l'adoption d'une loi visant à renforcer le Conseil national des droits de l'homme et d'amendements à la législation afin d'œuvrer en faveur d'une plus grande indépendance de l'appareil judiciaire. Au total, une quinzaine de parlementaires représentant différentes circonscriptions dans les deux chambres ont pu participer aux délégations de l'État auprès de deux organes des Nations Unies chargés des droits de l'homme en 2023.

Les Indicateurs contribuent à relier l'UIP aux processus de l'ONU, en se conformant directement aux cibles 16.6 et 16.7 des ODD relatives aux institutions efficaces, responsables et transparentes, ainsi qu'à une prise de décision dynamique, ouverte, participative et représentative à tous les niveaux. Pour la première fois, la légitimité démocratique d'un parlement peut être mesurée, en lien avec l'ODD 16.

Globalement, en 2023, l'UIP a organisé 75 événements mondiaux et régionaux et 45 activités nationales dans 12 pays pour soutenir les fonctions parlementaires clés ainsi que des domaines plus spécifiques, tels que la promotion des parlements sensibles au genre et la mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD).

Enfin, l'UIP a élargi ses travaux sur la participation de la population, permettant ainsi aux citoyens de participer au processus législatif, de formuler des politiques et de demander des comptes à leur gouvernement.

Depuis le troisième Rapport parlementaire mondial sur la participation des citoyens aux travaux parlementaires, publié en 2022 en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), plus de 800 personnes ont participé à 10 webinaires sur la participation des citoyens, organisés par le Centre pour l'innovation au Parlement de l'UIP.

## En savoir plus sur le renforcement des parlements

- En Albanie, l'UIP, la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et le PNUD ont travaillé avec des parlementaires à l'examen du budget et au financement de la réalisation des ODD. L'UIP a présenté sa boîte à outils d'auto-évaluation relative aux ODD, publiée en 2016 avec le PNUD, à la Sous-commission du développement durable du Parlement albanais, qui prévoit de l'utiliser prochainement.
- Après les élections législatives de février à Djibouti, l'UIP a contribué à l'intégration des nouveaux parlementaires. Un kit de bienvenue a été distribué en mars et une session d'orientation a été organisée en mai.
- En Zambie, le soutien de l'UIP au Salon de la recherche de l'Assemblée nationale a incité un plus grand nombre de parlementaires à demander un accompagnement en matière de recherche. Le service de recherche s'est depuis développé pour mieux servir les parlementaires.
- L'UIP a organisé des ateliers sur l'intégration de la dimension de genre à Djibouti, en Indonésie, en Namibie et en République-Unie de Tanzanie.
- L'UIP a permis une discussion en ligne sur la politique économique et les ODD, à laquelle ont participé des parlementaires d'Albanie, d'Arménie et de Finlande.

## Objectif stratégique 2 : Promouvoir des parlements inclusifs et représentatifs

La représentation et l'inclusion sont des facteurs de réussite essentiels pour des parlements forts, car ils renforcent la capacité des parlementaires à comprendre et à représenter leurs administrés, ainsi que leur légitimité. Depuis des décennies, l'UIP promeut des parlements inclusifs et représentatifs en encourageant l'égalité des sexes et la participation des jeunes. Les données et les connaissances de l'UIP sur les femmes et les jeunes dans les parlements font autorité auprès des médias influents, des Nations Unies et du milieu universitaire. Nous suivons les évolutions et les tendances émergentes, identifions les bonnes pratiques et les solutions, publions les derniers travaux de recherche et facilitons le partage des connaissances entre les parlements lorsqu'il s'agit de promouvoir la représentation des femmes et des jeunes au parlement.

### Égalité hommes-femmes

Les progrès mondiaux en matière d'égalité des sexes ont ralenti en 2023 et, dans certains cas, ils se sont inversés, les programmes réactionnaires de certains pays réduisant les droits des femmes. La violence, le manque de possibilités



En décembre 2022, deux parlementaires sénégalais ont été condamnés à des peines de six mois de prison pour avoir physiquement agressé à l'Assemblée nationale une parlementaire enceinte. L'UIP a condamné cette attaque et le Parlement sénégalais a, depuis, pris des mesures afin de devenir un espace plus sûr. © Carmen Abd Ali/AFP

d'éducation et l'inégalité des revenus affectent déjà les femmes et les filles de manière disproportionnée. Les changements climatiques les frappent également de plein fouet. En septembre, une étude des Nations Unies a révélé que les progrès réalisés pour l'ODD 5, l'égalité hommes-femmes, sont loin d'être satisfaisants. Seuls deux de ses cinq indicateurs sont « proches de la cible » et aucune des cibles de l'ODD 5 n'a été « atteinte ou presque atteinte »<sup>2</sup>.

En lien avec les travaux du Comité des droits de l'homme des parlementaires de l'UIP, nous avons également travaillé avec des parlementaires pour aborder la question de la violence à l'égard des femmes en politique, un problème qui s'aggrave, avec des témoignages suggérant que les abus en ligne, exacerbés par l'intelligence artificielle (IA), ont pris une telle ampleur que certaines femmes quittent la vie publique ou décident de rester à l'écart.

Quelques points positifs sont cependant à signaler. Pour la première fois dans l'Histoire, tous les parlements en activité dans le monde en 2023 comptaient au moins une femme. Nos recherches ont également montré que, bien que certaines régions soient très en retard, le nombre de dirigeantes politiques a augmenté.

Suite à la publication de l'étude 2021 de l'UIP *Sexisme, harcèlement et violence à l'encontre des femmes dans les parlements en Afrique*, l'UIP a organisé une discussion en ligne sur la violence sexiste dans les parlements africains, à laquelle une centaine de personnes ont participé, dont 50 parlementaires, de 25 pays africains. Quelque 12 parlements africains et quatre organisations interparlementaires ont depuis indiqué avoir adapté leurs procédures internes pour promouvoir l'égalité des sexes.

### En savoir plus sur l'égalité des sexes

- L'UIP a partagé davantage de données sur les femmes au parlement, éclairant les travaux de l'ONU sur les cibles 5.5.1a et 16.7.1 des ODD. Ces données ont été fréquemment citées par le Forum économique mondial et d'autres organismes internationaux.
- En mars, l'UIP a publié son rapport annuel intitulé *Les femmes au parlement*, qui analyse les données mondiales et régionales.
- En mars également, l'UIP et ONU Femmes ont publié leur carte *Femmes en politique*, qui montre que les femmes représentent un nombre croissant de dirigeants politiques, mais aussi que certaines régions sont à la traîne.
- En Namibie, un atelier organisé en juillet visait à renforcer les capacités des femmes parlementaires afin de mieux prendre la parole en public, d'assurer des activités de lobbying et de défense de certaines causes. Une trentaine de femmes parlementaires et de collaboratrices parlementaires y ont participé.
- Les femmes ne représentent que 10 % des parlementaires japonais, mais grâce à la boîte à outils d'auto-évaluation de l'UIP sur la sensibilité au genre, le parlement a amendé la législation pour renforcer l'égalité des sexes.
- S'appuyant sur les conclusions et les recommandations de l'UIP, le Parlement irlandais envisage de nouvelles mesures pour lutter contre la violence et le harcèlement dans la vie politique.
- Un groupe de parlementaires du Kenya a poursuivi l'examen de la politique relative au parlement en tant que lieu de travail, en veillant à ce qu'elle aborde de manière adéquate le harcèlement sexuel, afin de protéger les femmes parlementaires.
- Avec le soutien de l'UIP et de l'Institut national de la femme, le Parlement du Bénin a désigné des interlocuteurs sur le sexisme et la violence sexiste, et a créé un mécanisme de plainte et de sanction.
- Le Groupe du partenariat entre hommes et femmes de l'UIP a repris contact avec le Parlement du Nigéria à la suite des élections de 2023, qui se sont soldées par la persistance d'un faible niveau de représentation des femmes.
- Grâce aux quotas électoraux et à la mobilisation des parties prenantes, ainsi qu'au soutien de l'UIP, les Parlements du Bénin et de Sierra Leone ont franchi de nouvelles étapes en matière de participation des femmes.
- Les femmes parlementaires de Sierra Leone ont mobilisé suffisamment de soutien pour que le quota électoral de femmes parlementaires soit porté à 30 %, doublant ainsi le nombre de femmes élues en juin.
- En Indonésie, 20 participants à un atelier de l'UIP en octobre, dont 10 parlementaires, ont déclaré se sentir désormais plus confiants dans la promotion de l'égalité des sexes.

## Davantage d'impact de l'UIP

### La Mongolie réforme sa Constitution pour augmenter ses quotas de femmes

Une nouvelle loi en Mongolie exige que les femmes représentent au moins 30 % des candidats aux élections parlementaires de 2024, contre 20 % au début de l'année. Ce quota passera à 40 % en 2028.

Les quotas électoraux sont une recommandation clé de l'UIP, qui travaille depuis 2022 avec le Parlement mongol sur l'égalité des sexes et les droits de l'homme. Les réformes électorales ont été réalisées alors que l'UIP et le Parlement mongol préparaient une auto-évaluation sur l'égalité des sexes et les droits de l'homme, laquelle fournira d'autres informations sur la mise en œuvre des quotas et d'autres mesures visant à une meilleure parité hommes-femmes. Des incitations financières encourageront également les partis politiques à soutenir davantage de candidates.

Autre point positif, les parlements d'Irlande, d'Islande, du Japon, de Mongolie et d'une douzaine de pays africains ont tous utilisé la boîte à outils de l'UIP pour l'auto-évaluation en matière de genre, ainsi que d'autres formes de soutien, afin de faire progresser l'égalité des sexes dans leur pays. Voir **partie 2**, chapitre 4 pour plus de détails sur la façon dont le Parlement islandais devient plus sensible au genre.

# 12

parlements africains ont adapté leurs procédures pour promouvoir l'égalité des sexes.

2. Nations Unies, "The world is failing girls and women, according to new UN report" – 7 septembre 2023

## Représentation des jeunes

Quand les parlements sont représentatifs, ils sont mieux à même de comprendre et d'exprimer la volonté du peuple. C'est pourquoi l'UIP s'efforce depuis plus de dix ans de rajeunir les parlements. Environ 50 % de la population mondiale a moins de 30 ans, mais seulement 2,86 % des parlementaires dans le monde sont dans cette tranche d'âge, selon les dernières données de l'UIP.

En 2023, l'UIP a continué d'œuvrer en faveur du rajeunissement des parlements, notamment par le biais de notre campagne [Oui à plus de jeunes au parlement !](#), dans laquelle les parlementaires sont invités à souscrire à un ou à l'ensemble des six engagements, qu'il s'agisse de promouvoir des quotas de jeunes ou d'agir en faveur de leur représentation.

À la fin de l'année, on comptait quelque 1 500 acteurs du changement engagés dans cette campagne, dont 719 parlementaires de plus de 167 pays, 61 présidents de parlement et 15 chefs d'État et d'organisation.

En Amérique latine, la campagne a connu un vif succès. En juin, le Mexique a amendé sa Constitution pour abaisser de 21 à 18 ans l'âge d'éligibilité au parlement. Les parlementaires qui ont défendu ce changement ont déclaré avoir été motivés par la campagne, qui a également été lancée et promue lors d'événements clés au Chili et en Uruguay.

Le Gabon, le Mexique et le Zimbabwe ont également amendé leur Constitution en vue d'impliquer davantage de jeunes dans leur parlement, notamment en abaissant l'âge pour être candidat à la présidence, en mettant en adéquation l'âge d'éligibilité des parlementaires avec la majorité électorale et en augmentant le quota de sièges parlementaires pour les jeunes. Voir [partie 2](#), chapitre 5 pour plus d'informations sur le Mexique.

### En savoir plus sur la participation des jeunes

- L'UIP a poursuivi ses recherches sur la participation des jeunes au parlement, devenant dépositaire officiel des données relatives à l'ODD 16.7. La Fondation Mo Ibrahim et de nombreux médias internationaux ont également utilisé ces données.
- Le Parlement du Zimbabwe a créé un groupe de jeunes et a augmenté son quota de jeunes, tandis que son voisin au sud, l'Afrique du Sud, est également en train de créer un groupe de jeunes.
- L'Assemblée législative de transition du Burkina Faso a pris des mesures pour accroître le quota électoral de jeunes.
- Inspirés par la campagne, les Parlements du Bahreïn, du Guyana et du Nigeria ont organisé des programmes de formation pour les jeunes et les parlementaires.
- En octobre, nous avons publié notre rapport bisannuel *Représentation des jeunes dans les parlements nationaux*, qui montre que les parlements se rajeunissent mais sont encore loin de représenter les jeunes de manière adéquate.
- En juin, un événement en ligne de l'UIP, Appel aux acteurs du changement, a permis de faire le point sur les progrès accomplis, de partager des exemples de réussite et d'appeler à davantage d'action pour rajeunir les parlements du monde.
- En septembre, près de 300 jeunes parlementaires de 70 pays se sont réunis au Viet Nam à l'occasion de la neuvième Conférence mondiale des jeunes parlementaires de l'UIP afin de débattre du rôle de la jeunesse dans la réalisation des ODD.
- L'UIP a apporté un soutien technique au Groupe parlementaire des jeunes de Zambie, l'aidant à élaborer son plan stratégique, qu'il a adopté en janvier 2023.
- L'UIP a organisé quatre discussions en ligne entre les jeunes parlementaires et d'autres parlementaires, des experts et des leaders de la société civile, sur des questions allant des négociations sur le climat aux droits de l'homme.
- En septembre, des groupes de jeunes et des parlementaires du Viet Nam ont partagé leurs bonnes pratiques et leurs expériences lors d'un séminaire de l'UIP intitulé *Strengthening digital capacity for youth*.
- L'UIP a marqué la Journée internationale de la jeunesse en lançant une campagne sur les médias sociaux, en partageant des données sur la représentation des jeunes et en promouvant sa campagne Oui à plus de jeunes au parlement !
- L'UIP a également facilité la participation de jeunes parlementaires à une série d'autres événements mondiaux, organisés par l'Agence internationale pour les énergies renouvelables, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la Fondation Kofi Annan.



Dan Carden, Président du Conseil du Forum des jeunes parlementaires de l'UIP, lors de la neuvième Conférence mondiale des jeunes parlementaires au Viet Nam. © Parlement du Viet Nam

*« Les jeunes qui briguent un mandat public se heurtent à de nombreux obstacles sociaux, notamment des préjugés et le manque de ressources financières. Il existe également des barrières structurelles, notamment l'âge requis pour se présenter aux élections dans certains pays. Pour renforcer et stimuler nos démocraties, nous devons augmenter le nombre de jeunes dans nos parlements nationaux afin qu'ils soient en mesure de relever les défis de l'avenir. »*

*Dan Carden, Président du Conseil du Forum des jeunes parlementaires de l'UIP.*

# Objectif stratégique 3 :

## Soutenir les parlements résilients et innovants

Pour être au service des citoyens, les parlements et les parlementaires doivent avoir la capacité de s'adapter et faire preuve de dynamisme. Ils doivent pour cela saisir les opportunités offertes par l'amélioration des technologies et gérer les risques tels que l'IA non réglementée et les changements climatiques. Le Centre pour l'innovation au Parlement de l'UIP aide les parlements à exploiter les nouvelles technologies et méthodes de travail, ainsi qu'à partager les meilleures pratiques. Nous tirons également parti de nos recherches, de nos données et du partage des connaissances dans le but de renforcer la capacité des parlements à absorber les chocs extérieurs, tels que les changements climatiques, en évoluant et en innovant.

### Le numérique

La science et la technologie offrent de nouvelles opportunités permettant une action plus efficace des parlements. Pendant la pandémie de COVID-19, par exemple, les technologies en ligne et numériques ont évité la fermeture totale des parlements alors que les contacts humains et donc les activités parlementaires en présentiel étaient fortement limités. Les parlements ont continué de fonctionner grâce aux technologies en ligne et numériques.

En 2023, nous avons soutenu les parlements dans leurs efforts d'application des technologies numériques en organisant des ateliers et en publiant un guide sur la transformation numérique, qui propose aux parlements un programme pour intensifier leur utilisation d'outils tels que l'IA et l'informatique sur le cloud.

#### En savoir plus sur le numérique

- L'UIP a organisé cinq webinaires sur les données parlementaires et la gouvernance informatique, et a publié trois numéros du Bulletin de l'innovation de l'UIP.
- Lors de la 146<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP à Manama (Bahreïn), les Parlements membres ont adopté une résolution sur le thème Cybercriminalité : les nouveaux risques pour la sécurité mondiale.



Gavin McCormick de Climate TRACE présente les principales sources d'émissions de gaz à effet de serre lors de la Réunion parlementaire de l'UIP à la COP28 de Dubaï. © Conseil national de la Fédération

### Changements climatiques

La transformation numérique aide également les parlements à décarboner leurs activités, en réduisant leur empreinte carbone. Nous avons lancé notre campagne climatique 2023, [Parlements pour la planète](#), afin d'encourager les parlements à partager leurs bonnes pratiques en matière de prise de conscience écologique.

Pour les aider, nous avons publié un guide sur la décarbonation contenant 10 recommandations pour réduire l'impact environnemental des parlements et de ceux qui y travaillent. Outre l'utilisation accrue des réunions en ligne, par exemple, nous avons également préconisé des mesures visant à supprimer le papier, à abandonner les véhicules fonctionnant aux combustibles fossiles et à gérer les déchets de manière plus efficace. Voir ci-dessous pour plus d'informations sur cette campagne.

# 150 000

visionnages des vidéos de l'UIP sur le climat.

Il n'y a cependant pas lieu de se reposer sur ses lauriers. L'année 2023 a été la plus chaude jamais enregistrée, et des rapports indiquent que le seuil de 1,5 °C est de plus en plus fréquemment franchi. L'UIP a permis aux parlements d'aller plus loin et plus vite dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris, en les aidant à élaborer des lois, à adopter des budgets et à demander des comptes à leur gouvernement.

Parmi les participants à notre enquête annuelle auprès des Membres, 50 % environ des parlements ont déclaré avoir pris des mesures liées au climat en conséquence directe des initiatives et résolutions de l'UIP sur le climat en 2019 et 2022.

Par ailleurs, pour la première fois, l'UIP s'est retrouvée au plus près des négociations sur le climat de la COP28 à Dubaï (Émirats arabes unis). Plutôt que d'organiser un événement parallèle comme lors des COP précédentes, nous avons pu placer les parlements davantage au cœur du processus de négociation grâce à des réunions parlementaires organisées en partenariat avec les Émirats arabes unis dans les principales zones de la COP.

À Dubaï, les meilleurs experts du climat ont partagé leurs idées sur l'adaptation, le financement durable et le Mécanisme de pertes et préjudices, ainsi que sur le renforcement du contrôle parlementaire de l'Accord de Paris. Le document final de cette réunion a exhorté les parlements à plus d'ambition en matière de contributions déterminées au niveau national, à la promotion de la coopération internationale et à davantage de financement, en particulier pour les pays en développement, notamment les petits États insulaires en développement. Avec 400 participants de 70 pays, ces réunions parlementaires ont été les plus suivies de l'histoire de la COP.



Samuel Teo, ancien Président du Parlement des Tuvalu, a reçu le prix Cremer-Passy 2023 pour ses résultats exceptionnels en matière d'action climatique. © UIP/Parlement d'Angola

*« La campagne Parlements pour la planète nous permettra de réinventer le rôle des organes législatifs afin de générer une réponse coordonnée et concertée sur des questions telles que le réchauffement climatique, la justice climatique, la désertification, les déchets électroniques et la dégradation de l'environnement. Pour relever ces défis, les parlements des pays démocratiques doivent mener une action politique mieux coordonnée. »*

*Om Birla, Président de la chambre basse du Parlement indien*

## Davantage d'impact de l'UIP

### Prise de conscience écologique des parlements et de la planète

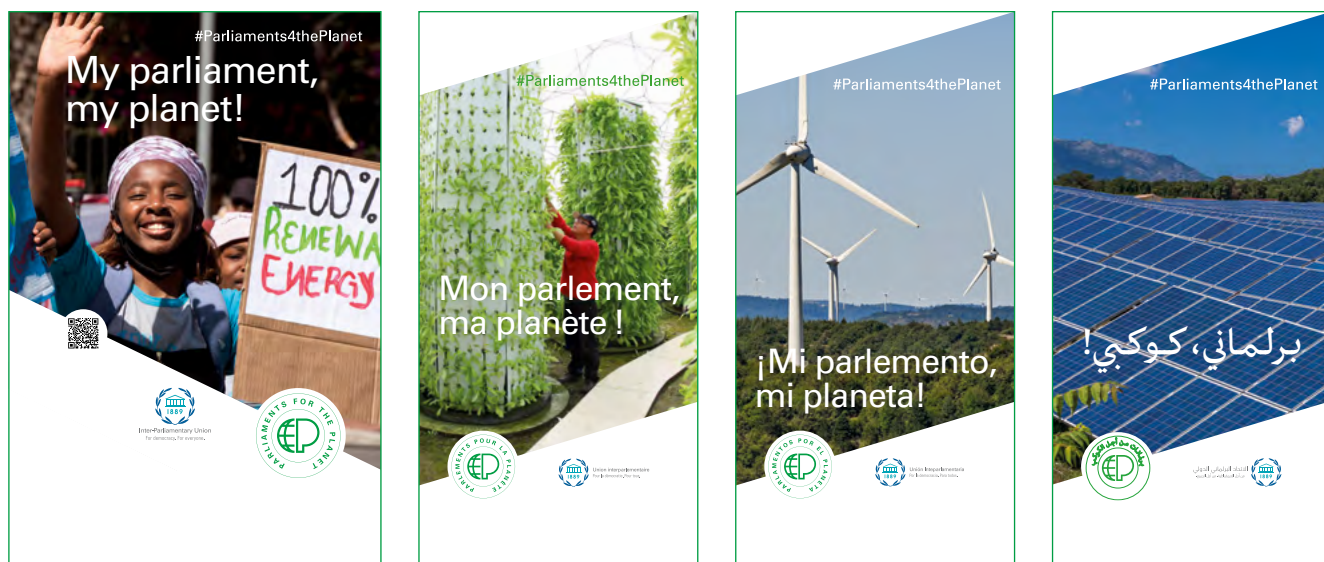
Lancée en mars 2023, la campagne de l'UIP *Parlements pour la planète* encourage les parlements à montrer l'exemple en réduisant leur propre empreinte carbone et en prenant des mesures concrètes pour mettre en œuvre l'Accord de Paris de 2015 et limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C.

Des dizaines d'études de cas et de témoignages vidéo de parlementaires produits par l'UIP ont été visionnés par près de 150 000 personnes dans le monde. Mettant en lumière les meilleures initiatives, ces exemples montrent comment les changements climatiques touchent tous les pays du monde et ce que peuvent faire les parlements pour y remédier. Le Guide de l'UIP sur la prise de conscience écologique des parlements, ainsi que la boîte à outils de la campagne, ont été téléchargés des centaines de fois.

Cette campagne a été relayée par les responsables parlementaires du monde entier, de nombreux présidents de parlement ayant exprimé leur soutien par le biais de témoignages vidéo ou d'articles d'opinion dans les journaux nationaux. Le Parlement du Japon a traduit en japonais le Guide *10 actions pour des parlements plus écologiques (et pour les personnes qui y travaillent)*. Les Parlements d'Angola et de Thaïlande ont également produit leur propre version de la campagne.

Pour disposer de bons exemples de législation et d'élaboration de politiques en matière de climat, l'UIP continue d'alimenter et de promouvoir la base de données [Climate Change Laws of the World](#), qui contient plus de 5 000 exemples de lois compilées par le Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, qui dépend de la London School of Economics, au Royaume-Uni.

Voir également la **partie 2**, chapitre 1, pour plus de détails sur la contribution de l'UIP à la nouvelle loi du Bénin sur la gestion des déchets.



Affiches de la campagne de l'UIP *Parlements pour la planète*.

## En savoir plus sur les changements climatiques

L'UIP a organisé de nombreux événements pour les parlementaires et leurs collaborateurs dans le cadre de la préparation de la COP28 :

- Lors de la 146<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP, un groupe de discussion sur la surveillance du climat s'est penché sur la façon dont les parlements et les institutions supérieures de contrôle peuvent mieux collaborer pour surveiller les dépenses nationales consacrées à la politique et aux projets climatiques.
- Un webinaire en mai sur les dernières découvertes scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, en partenariat avec la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.
- En août 2023, un séminaire régional sur l'action climatique et le développement durable pour les parlements d'Amérique latine et des Caraïbes à San José (Costa Rica), en collaboration avec l'Assemblée législative du Costa Rica.
- En octobre, l'UIP et l'Association des secrétaires généraux des parlements ont organisé une discussion en ligne sur la prise de conscience écologique des parlements, à laquelle ont participé plus de 60 collaborateurs parlementaires.
- Deux webinaires intersectoriels en novembre, portant d'abord sur le lien entre le climat et la santé, puis sur le climat, la paix et la sécurité.
- Suite à la publication d'un Bulletin thématique de l'UIP avec le programme Adaptation at Altitude, un séminaire pour les parlementaires a examiné la façon dont les changements climatiques affectent les zones montagneuses et ceux qui en dépendent.

## IA

L'IA était un autre thème majeur pour nous en 2023, car l'évolution rapide de la technologie a incité de nombreux experts à mettre en garde contre ses impacts potentiels sur la démocratie. Lors de la 147<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP en Angola, le Groupe de travail de l'UIP sur la science et la technologie a poursuivi ses travaux sur une future charte internationale relative à l'éthique de la science et de la technologie, qui fournirait aux parlements un ensemble de principes et de valeurs pour guider leurs travaux dans ce domaine.

Dans l'immédiat, le [Centre pour l'innovation au Parlement](#) de l'UIP a collaboré avec le Brésil pour exploiter la puissance de l'IA, en traitant les données issues d'un grand nombre de documents afin de mieux comprendre comment servir les citoyens brésiliens. Le Centre déploie de nombreux axes de travail en faveur des parlements afin que ceux-ci tirent parti des nouvelles technologies et deviennent ainsi plus forts et efficaces.

Dans le même ordre d'idées, l'UIP a également cherché d'autres moyens pour faire profiter les parlements des sciences et technologies les plus récentes. Elle a travaillé avec

des parlements du monde entier, notamment en Malaisie, Roumanie et Slovaquie, pour les aider à interagir avec le milieu universitaire sur une série de sujets tels que la qualité de l'air et la sécurité énergétique. L'UIP a participé à la Semaine de la diplomatie scientifique de Genève, en mai, qui s'est penchée sur les moyens d'exploiter le pouvoir d'attraction de la science pour encourager les pays à collaborer.

Enfin, nous avons fait en sorte de mieux prendre l'avenir en compte. Les parlementaires représentent leurs administrés actuels, mais ils sont également responsables devant les générations futures. C'est dans cet esprit que nous avons accueilli, avec le parlement uruguayen, des parlementaires du monde entier au deuxième Sommet mondial des commissions du futur, en septembre.

Ce Sommet s'est penché sur la démocratie du futur et sur la relation entre l'IA et les parlements, et ses résultats alimenteront les discussions lors du Sommet de l'avenir de l'ONU, en septembre 2024.

# 1 Objectif stratégique 4 :

## Stimuler une action parlementaire collective

À la fin de l'année 2023, la confiance au sein de la communauté mondiale était au plus bas, les combats en Ukraine et à Gaza ayant polarisé l'opinion dans le monde entier. Sans un certain niveau de confiance et de collaboration, il sera difficile de trouver des solutions durables en matière de changements climatiques, de commerce et de prévention des pandémies futures, ainsi que de paix, de sécurité et de divers autres défis mondiaux.

En tant qu'organisation dédiée au dialogue politique, il peut parfois être difficile de démontrer des résultats. Le fait de se parler est toutefois un élément essentiel pour établir la confiance, et nous nous sommes engagés à réunir les parlementaires autour de la table depuis notre création en 1889. L'UIP représente un canal distinct de communication, souvent plus informel et discret, pour les pays qui souhaitent engager un dialogue, en particulier ceux qui sont en conflit.

### Dialogue et diplomatie parlementaires

Quel que soit le contexte mondial, les parlements du monde entier continuent toutefois de démontrer leur engagement en faveur du multilatéralisme par une adhésion soutenue et active à l'UIP. En 2023, le Libéria a réintégré la famille parlementaire mondiale et les Bahamas s'y sont joints, ce qui porte le nombre de Parlements membres à 180 et rapproche l'UIP de l'universalité. À l'instar des Nations Unies et de l'Organisation mondiale du commerce, l'UIP offre aux responsables politiques du monde entier une occasion vitale de se parler. C'est pourquoi presque tous les parlements du monde en sont Membres.

180

Parlements membres  
de l'UIP



Les parlementaires Hala Ramzy Fayez (Bahreïn) et Melvin Bouva (Suriname) présentant la Déclaration de Manama lors de la 146<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP à Bahreïn. © Parlement de Bahreïn





Carolina Cerqueira, Présidente du Parlement d'Angola, hôte de la 147<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP. © Parlement d'Angola

Les deux Assemblées de l'UIP en 2023, à Bahreïn et en Angola, ont fourni de nombreuses occasions aux parlementaires du monde entier de se rencontrer et de discuter, y compris ceux des pays actuellement en guerre.

En plus d'offrir un espace dans lequel les parlementaires de la Fédération de Russie et de l'Ukraine peuvent interagir (voir l'encadré ci-dessous), l'UIP maintient des canaux de communication ouverts entre les deux Corées, les deux côtés de la ligne verte à Chypre, ainsi qu'entre Israël et la Palestine.

## Davantage d'impact de l'UIP

### Le Groupe de travail de l'UIP soutient les enfants victimes de la guerre

Plus de deux ans après le début de la guerre en Ukraine et alors qu'aucun accord de paix mutuellement acceptable n'est en vue, le [Groupe de travail de l'UIP pour la résolution pacifique de la guerre en Ukraine](#) est l'un des rares forums dans lesquels des responsables politiques russes et ukrainiens peuvent continuer à échanger.

Depuis sa création en mars 2022, le Groupe de travail de l'UIP a tenu de nombreuses réunions, s'est rendu sur des sites clés en Fédération de Russie et en Ukraine, en juillet 2022, et a mené des consultations en personne avec des délégations parlementaires des deux pays tous les six mois dans le cadre des Assemblées de l'UIP.

Les deux parties ont donné leur accord de principe pour se concentrer sur les quatre questions communes des différents plans de paix : la sûreté nucléaire, la sécurité alimentaire, l'accès aux prisonniers de guerre et leur traitement, et les sites écologiquement vulnérables. Plus récemment, le Groupe de travail a également décidé d'avancer sur la question des milliers d'enfants ukrainiens touchés par la guerre. Le Groupe de travail a reçu des informations des deux parties et collabore actuellement avec un autre organe de l'UIP, le Comité chargé de promouvoir le respect du droit international humanitaire, afin de définir des mesures concrètes permettant de faire face aux conséquences humanitaires de la guerre.

En novembre, Dr Tulia Ackson, Présidente de l'UIP, s'est rendue en Israël et en Cisjordanie, premier voyage officiel depuis son élection en octobre. À l'heure où nous écrivons ces lignes, alors que la paix se fait attendre dans la région, le Comité de l'UIP sur les questions relatives au Moyen-Orient s'efforce activement de créer un espace de dialogue entre parlementaires de la région, notamment les représentants d'Israël et de la Palestine.



Dr Tulia Ackson, Présidente de l'UIP, s'est rendue en Israël et en Cisjordanie pour son premier voyage officiel. © UIP

En dehors des Assemblées, le Secrétaire général de l'UIP, Martin Chungong, a également participé à des efforts directs de consolidation de la paix au [Burkina Faso](#), en [Guinée](#) et au [Mali](#), en rencontrant les autorités et les parlementaires pour connaître leur vision de l'avenir et leur offrir un soutien en vue d'une transition vers la démocratie. De nombreux citoyens de la région luttent contre la pauvreté, aggravée par le terrorisme et les effets croissants des changements climatiques, l'analphabétisme et le chômage.



Le Secrétaire général de l'UIP, Martin Chungong, visitant une communauté de personnes déplacées au Burkina Faso. © UIP

Le Sahel a fait l'objet d'une attention particulière lors de la 147<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP en Angola, notamment lors du deuxième Sommet parlementaire mondial sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, qui s'est tenu le 25 octobre. Lors de ce Sommet, les parlementaires ont débattu de la manière d'ouvrir des voies vers la paix et un avenir meilleur pour les victimes du terrorisme.

Au début de l'année, l'UIP et le Parlement algérien ont organisé un séminaire régional pour des centaines de parlementaires portant sur la mobilisation des communautés dans la prévention de l'extrémisme violent et du terrorisme.

Dans ce contexte, nous avons intensifié notre action pour amener les parlementaires à participer aux discussions sur la paix et la sécurité, les changements climatiques et le désarmement. À la fin de l'année, nous avons également facilité la signature et la ratification du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires par la Somalie, les Îles Salomon et le Sri Lanka, augmentant ainsi la portée de ce Traité essentiel.

### En savoir plus sur le dialogue et la diplomatie parlementaires

- En juin, l'UIP et le Parlement marocain ont organisé une Conférence sur le dialogue interreligieux (la première de ce type au niveau mondial), réunissant des parlementaires, des représentants de religions et de convictions, des dirigeants de la société civile et d'autres experts. Voir [partie 2](#), chapitre 6, pour plus d'informations sur les travaux de l'UIP en matière de dialogue interreligieux.
- L'UIP a continué de développer son réseau d'organisations aux vues similaires afin de promouvoir de nouveaux paradigmes en matière de paix et de sécurité humaine/commune.
- Lors de la 147<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP à Luanda, un groupe de discussion s'est penché sur les divers outils dont disposent les parlementaires pour s'impliquer dans le dialogue, la législation et le contrôle dans la recherche de la paix.
- Toujours à Luanda, une audition d'experts a permis d'examiner l'impact social et humanitaire des systèmes d'armes autonomes et de l'IA.
- En octobre, l'UIP et le Parlement indien ont convoqué les dirigeants des parlements des 20 principales économies du monde pour le Sommet du P20, afin de donner une dimension parlementaire dans le prolongement du Sommet du G20 en septembre.
- Tout au long de l'année, l'UIP a organisé de nombreux webinaires sur la paix et la sécurité, dont un en novembre basé sur la publication à l'intention des parlementaires [Défendre notre avenir commun](#). Plus de 100 parlementaires et experts ont débattu de la relation entre la paix, les changements climatiques et le désarmement.
- En septembre, nous avons invité des parlementaires à Quy Nhon (Viet Nam) pour une Réunion parlementaire sur la science au service de la paix, dans le but de rapprocher la science et les législateurs chargés de résoudre des problèmes régionaux et transfrontaliers, tels que l'eau ou l'énergie.
- En novembre, l'UIP a participé à la Semaine de la paix de Genève, notamment avec sa série de vidéos numériques, et a discuté de l'importance d'une sécurité commune alors que l'on constate un accroissement des tensions internationales.
- En décembre, l'UIP a organisé, conjointement avec le Forum parlementaire sur les armes légères et de petit calibre, un séminaire sur l'action parlementaire en matière d'armes illicites.

## Interaction avec les Nations Unies

En 2023, l'implication des parlementaires dans les relations internationales n'a jamais semblé aussi importante et pertinente. Lors de l'ouverture de la 78<sup>e</sup> Assemblée générale des Nations Unies, l'UIP a organisé, en marge de cette importante semaine de haut niveau à New York, sa première réunion à l'intention des parlementaires. En outre, 48 % environ des personnes interrogées dans le cadre de l'enquête annuelle de l'UIP auprès de ses Membres ont mené des activités conjointes avec des équipes de pays de l'ONU et/ou des organismes onusiens, alors qu'elles étaient 34 % en 2021.

Outre le nombre record de parlementaires participant au processus d'Examen périodique universel mentionné ci-dessus, l'UIP a intensifié son engagement auprès d'un autre mécanisme de l'ONU, le Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (Comité CEDEF). Elle a notamment sensibilisé les dirigeants parlementaires et organisé deux séminaires en ligne en avril et décembre. Six pays ont inclus des parlementaires dans leur délégation au Comité CEDEF. Au moins huit des douze parlements interrogés ont déclaré qu'ils étaient désormais engagés dans le Comité CEDEF, rédigeant des rapports nationaux, s'entretenant avec le Comité et assurant le suivi des observations finales.

À mi-parcours du Programme 2030, les objectifs de développement durable (ODD) constituent un autre domaine d'engagement de l'UIP auprès de l'ONU et de ses processus. Nous avons interagi avec les parlements de multiples façons sur cette question, notamment en organisant une réunion à l'intention des parlementaires du monde entier, en marge du forum politique de haut niveau de l'ONU sur le développement durable à New York, et le [cinquième Séminaire interrégional sur la mise en œuvre des ODD](#), organisé conjointement par l'UIP et l'Assemblée populaire nationale de Chine.



Volker Turk, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme. © UIP

*« Je suis particulièrement satisfait de la collaboration étroite et efficace entre nos bureaux en ce qui concerne l'organisation de cet événement, des présentations et des discussions riches et intéressantes, et de l'approbation du document d'engagement par les parlementaires participants. »*

*Volker Türk, Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, après le séminaire organisé en juin à l'UIP sur les droits des femmes.*

### En savoir plus sur l'interaction avec les Nations Unies

- L'accent a été mis sur l'eau lors de l'Audition parlementaire annuelle, initiative conjointe de l'UIP et de l'Assemblée générale des Nations Unies, à laquelle ont participé 250 parlementaires et collaborateurs issus de plus de 60 pays.
- Tout au long de l'année, des séminaires régionaux sur le rôle des parlements dans l'accélération de la réalisation des ODD ont été organisés pour les parlements d'Europe de l'Est, d'Asie-Pacifique, d'Amérique latine et des Caraïbes.
- En février, l'UIP a poursuivi son action de mobilisation des parlements en faveur des droits de l'enfant en co-organisant un atelier avec le Comité des droits de l'enfant des Nations Unies.
- L'UIP a organisé des événements en marge de la 146<sup>e</sup> Assemblée à Bahreïn sur la couverture sanitaire universelle et l'éducation complète à la sexualité.
- En mars, l'UIP et ONU Femmes ont accueilli 75 parlementaires à leur réunion annuelle à la Commission de la condition de la femme de l'ONU. Les discussions ont porté sur l'impulsion donnée par les femmes en matière d'innovation technologique, la lutte contre les actes de violence commis au moyen de la technologie et l'amélioration de l'emploi des technologies par les parlements pour l'égalité des sexes.
- En avril, une délégation du Forum des jeunes parlementaires de l'UIP a participé au Forum de la jeunesse du Conseil économique et social de l'ONU et à ses événements en marge, à New York.
- En juin, dans le cadre de l'initiative visant à marquer le 75<sup>e</sup> anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, l'UIP et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme ont organisé une table ronde parlementaire conjointe sur les droits des femmes et ont lancé une nouvelle version du Guide sur la CEDEF à l'intention des parlementaires.
- L'UIP a également collaboré avec le Comité CEDEF sur l'égalité dans la prise de décision, notamment en lançant un débat public en février et en impliquant des diplomates, des parlementaires et la société civile.
- Les Parlements d'Allemagne, de Bahreïn, du Bhoutan, du Costa Rica, du Nicaragua, des Philippines, de Slovaquie et d'Uruguay se sont activement impliqués dans des processus tels que la rédaction de rapports nationaux, les débats, les dialogues avec le Comité CEDEF et le suivi des observations finales.

# Objectif stratégique 5 :

## Renforcement de la redevabilité de l'UIP

La transparence, la redevabilité et la bonne gouvernance sont des caractéristiques essentielles des démocraties parlementaires. Ce sont également des facteurs de réussite cruciaux pour que l'UIP atteigne ses objectifs stratégiques. L'UIP entretient une culture de responsabilité mutuelle à tous les niveaux : entre les Parlements membres, entre les Parlements membres et l'UIP, et au sein du Secrétariat de l'UIP, y compris dans ses bureaux de Genève, New York et Vienne. Le Groupe de travail sur la transparence, la redevabilité et l'ouverture de l'UIP supervise toutes les mesures visant à rendre l'Organisation plus transparente. Les communications de l'UIP sont également un élément clé du succès de sa stratégie globale.

### Suivi des initiatives de l'UIP

L'UIP accorde une grande importance au dialogue, mais nous encourageons également les Parlements membres à donner suite aux déclarations, résolutions et autres initiatives de l'UIP visant à soutenir la démocratie, la paix et le développement durable. À cet égard, nos Parlements membres ont été actifs.

Le processus actuel de suivi des résultats de l'UIP repose sur plusieurs piliers : un exercice de rapport annuel, un volet spécial sur la redevabilité lors des Assemblées, les travaux de suivi des commissions permanentes et d'autres organes de l'UIP, ses travaux sur les programmes aux niveaux mondial et national, et ses communications donnant de la visibilité aux bonnes pratiques parlementaires sur les plateformes numériques et de réseaux sociaux.

Sur les 45 parlements prévus pour participer à l'exercice de reddition de comptes en 2023, quelque 32 ont répondu, soit un taux de 71 %, ce qui représente une amélioration considérable par rapport au taux de réponse de 22 % en 2022. Environ 40 % des participants ont déclaré que les Assemblées de l'UIP avaient influé sur leur législation nationale ou d'autres décisions, par rapport aux 37 % en 2022 et 28 % en 2021.

**26 500**

mentions de l'UIP  
dans les médias.



L'équipe chargée de la communication de l'UIP s'entretient chaque année avec des dizaines de parlementaires. Entretien avec le parlementaire mauricien Patrick Assirvaden. © Parlement de Bahreïn

## Gouvernance de l'UIP

La gouvernance étant également une question de comportement, l'UIP a mis en place en 2023 de [nouvelles politiques](#), notamment un *Code de conduite des responsables de la gouvernance de l'UIP, ainsi qu'une Politique visant à prévenir et à éliminer le harcèlement, y compris le harcèlement sexuel, lors des Assemblées et autres événements de l'UIP*. L'UIP a également commencé à travailler sur la première version d'une politique de développement durable pour ses événements et ses opérations.

*« Il s'agit d'un moment important pour l'Uruguay et l'UIP. Pour la première fois, il y aura un bureau dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Mon pays a fait un long chemin pour défendre la démocratie, les droits de l'homme et l'État de droit afin de devenir la démocratie à part entière dont nous sommes fiers aujourd'hui. Cela représente une solide base pour le futur bureau de l'UIP, grâce auquel les parlementaires pourront se rencontrer et renforcer les démocraties et les parlements, non seulement dans la région, mais aussi au-delà. »*

*Beatriz Argimón, Présidente de l'Assemblée générale et du Sénat, Vice-Présidente de l'Uruguay, membre du Comité exécutif de l'UIP.*

En juin, l'UIP a signé un accord avec le Gouvernement uruguayen sur la création du premier bureau régional à Montevideo. Ce futur bureau renforcera l'engagement de l'UIP auprès des parlements de l'Amérique latine et des Caraïbes en encourageant la coopération interparlementaire et en aidant l'UIP à mettre en œuvre sa stratégie mondiale.



Beatrice Argimón, Présidente de l'Assemblée générale et du Sénat d'Uruguay © Parlement du Portugal

## Communications et transformation numérique

À la fin de la deuxième année de la Stratégie de communication 2022-2026, la plupart des indicateurs étaient bons, montrant la visibilité, la pertinence et l'influence croissantes de l'UIP.

L'objectif principal de la Stratégie de communication est de renforcer la position de l'UIP en tant que ressource mondiale pour, sur et entre les parlements, en ciblant principalement les 46 000 parlementaires du monde entier ainsi que l'ensemble de l'écosystème dans lequel ils opèrent, y compris le pouvoir exécutif, le corps diplomatique, la société civile, les médias et le milieu universitaire.

En 2023, nous avons renforcé les services de communication que nous offrons aux Parlements membres en présentant davantage de bonnes pratiques parlementaires, en interviewant des dizaines de parlementaires, en proposant de la vidéo à la demande et de la diffusion en direct lors des grands événements, en soutenant sur les réseaux sociaux les titulaires de postes et les dirigeants de l'UIP, et en reconsidérant le modèle de communication entre le Secrétariat et les Parlements membres.

Nous continuons à investir massivement dans les communications numériques en maintenant à jour nos multiples plateformes numériques et de réseaux sociaux avec les dernières nouveautés, et en y publiant des études de cas, des témoignages sur les parlementaires et un contenu positif, attrayant, axé sur des solutions bénéficiant aux parlements.

Nous avons également adapté la Stratégie de communication afin de toucher nos publics cibles là où ils se trouvent, en nous concentrant davantage sur les plateformes de Meta (Facebook et Instagram) et LinkedIn. Malgré l'agitation que suscite X (anciennement Twitter), nous avons enregistré des réussites notables pour la campagne climatique de l'UIP aux alentours du 30 juin, Journée internationale du parlementarisme, qui a donné lieu à 2,7 millions d'impressions (nombre de fois qu'un message de l'UIP apparaît sur le fil d'actualité d'un utilisateur) sur une période de sept jours.

L'année 2023 a également été marquée par une augmentation de notre couverture médiatique, qui est passée de 23 900 mentions en 2022 à 26 500 en 2023, avec notamment des contenus marquants dans le New York Times, le Guardian, Le Temps, Politico, El Universal et le Hindustan Times.

Les investissements dans notre base de données sur les parlementaires commencent également à porter leurs fruits, avec quelque 24 000 contacts récoltés fin 2023, notamment tous les participants aux événements de l'UIP et les nouveaux membres des chambres parlementaires après les élections.

## PARTIE 2

# Au premier plan



### OBJECTIF POLITIQUE 1 – CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Les changements climatiques tuent, détruisent des vies et perturbent la société, l'environnement et la sécurité dans le monde entier. C'est pourquoi l'action climatique est la première priorité de l'UIP pour la période stratégique 2022-2026. Nous travaillons avec des partenaires de l'ONU, notamment le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes (UNDRR) et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) afin d'aider les parlements à progresser dans la mise en œuvre de l'Accord de Paris et d'autres accords sur le climat. Nous accompagnons également l'accélération de l'adaptation au climat et des efforts visant à renforcer la résilience aux changements climatiques et à d'autres questions environnementales.

#### Soutenir le Bénin dans la protection de son environnement

Lorsque le Bénin a demandé de l'aide pour la gestion de ses produits chimiques et des déchets associés, l'UIP a mis ce parlement d'Afrique de l'Ouest en contact avec des experts des Nations Unies et a organisé un cours de formation à l'intention des parlementaires.

Moins d'un an plus tard, l'Assemblée nationale a adopté la Loi 2022-36 sur la gestion des produits chimiques et de leurs déchets, contribuant ainsi à protéger la santé des 13 millions d'habitants du Bénin et de l'ensemble de la région.

Des engrais aux pesticides pulvérisés sur les cultures de coton, les produits chimiques sont largement utilisés au Bénin, mais ils sont souvent appliqués sans que l'on en connaisse ou que l'on en comprenne les risques. Au cours d'une saison de récolte, les pesticides ont empoisonné 147 personnes, dont 10 ont perdu la vie.



Baobab dans une tempête de sable au Bénin. © Kaksonen/ Biosphoto par l'AFP

L'approche du Bénin a consisté à ratifier des accords internationaux – tels que les Conventions de Bâle, de Rotterdam, de Stockholm et de Minamata – et, dans le cadre de ces engagements, le Bénin a souhaité mettre en place les lois et réglementations appropriées.

C'est pourquoi l'Assemblée nationale du Bénin a immédiatement pris acte de la publication par l'UIP et le PNUE, en 2021, d'une [note d'orientation conjointe](#) appelant à une reprise verte après la crise de la COVID-19. Cette note décrivait cinq domaines d'action, dont les produits chimiques et la gestion des déchets, et invitait les parlements à prendre contact s'ils souhaitaient bénéficier d'une assistance technique. En 2022, l'Assemblée nationale du Bénin s'est manifestée.

En septembre 2022, l'UIP, le PNUE et l'Assemblée nationale du Bénin avaient conçu et organisé un atelier d'une journée pour 50 parlementaires à Cotonou, plus grande ville du pays. Un expert du PNUE a animé cet atelier en personne, tandis que d'autres experts y ont participé en ligne. Un expert du Burkina Faso a également partagé ses idées et ses expériences.

Cet atelier a examiné l'état de la gestion des produits chimiques et des déchets en Afrique, ainsi que les principaux défis et problèmes associés en la matière. Il a également présenté les principaux processus internationaux de gestion des produits chimiques et des déchets, ainsi que des mesures nationales appropriées.

Moins d'un an plus tard, les 109 membres de l'Assemblée nationale ont élaboré et voté une nouvelle loi-cadre, dont les 78 articles correspondent étroitement au contenu de l'atelier. Cette loi définit les obligations de l'État, des professionnels et de la société civile, ainsi que les règles de production, de commercialisation, d'homologation, d'importation et d'exportation, d'emballage, d'étiquetage, de publicité, d'élimination et de récupération, de suivi et de traçabilité, etc.

Cette réussite montre comment l'UIP peut mettre l'expertise mondiale au service des parlements, ce qui leur permet de s'acquitter plus efficacement de leurs fonctions, notamment en ce qui concerne les questions environnementales prioritaires.



## OBJECTIF POLITIQUE 2 – DÉMOCRATIE ET PARLEMENTS FORTS

L'UIP estime que la démocratie est la forme de gouvernance la plus efficace et le meilleur moyen de traduire dans la réalité les besoins d'une population, par le biais d'un cadre législatif/parlementaire. Les parlements forts ne sont donc pas seulement les piliers de la démocratie, ils sont également essentiels pour le développement. Ils représentent la population, votent les lois, adoptent les budgets et demandent des comptes au gouvernement. Organisation mondiale des parlements, l'UIP aide ces derniers à devenir plus efficaces, responsables, transparents, réactifs, inclusifs, participatifs et représentatifs.

### Le Pakistan effectue une auto-évaluation de la légitimité démocratique de sa chambre haute

La démocratie n'est pas un concept facile à mesurer, mais après que l'UIP et ses partenaires ont élaboré les [Indicateurs pour des parlements démocratiques](#), plusieurs parlements ont testé cet outil d'auto-évaluation, notamment le Sénat, chambre haute du Pakistan.

Depuis l'indépendance en 1947, la légitimité démocratique du Pakistan a souvent été malmenée. Malgré les multiples efforts déployés pour mettre en place des systèmes démocratiques, l'affirmation des normes et pratiques démocratiques a représenté un défi. Après avoir évalué ses propres forces et faiblesses, le Sénat pakistanais a formulé 14 recommandations pour améliorer son efficacité.

L'élaboration de l'outil d'auto-évaluation a commencé en 2019, lorsque l'UIP s'est associée à un grand nombre d'organisations parlementaires et à d'autres acteurs importants. Participant à un groupe de discussion sur une première version, un collaborateur parlementaire pakistanais a compris tout le potentiel pour son pays et a proposé une auto-évaluation. Cette idée a rapidement bénéficié d'un soutien politique au Sénat.

L'auto-évaluation est basée sur 25 indicateurs, chacun comportant plusieurs critères. Les indicateurs sont regroupés en sept cibles, conformément aux dénominations utilisées dans les cibles 16.6 et 16.7 des objectifs de développement durable des Nations Unies.

Le Sénat a mis en place un comité de pilotage composé de trois sénateurs, qui ont travaillé en étroite collaboration avec le Secrétaire général du Sénat et avec le soutien du Secrétariat du Sénat, notamment de son unité parlementaire de développement numérique.

Avec un temps limité et des conflits de priorités, il était difficile pour les sénateurs et les collaborateurs parlementaires de se consacrer à ce travail. Par ailleurs, l'obligation de trouver des témoignages pour près de 500 critères a rendu la tâche encore plus complexe et difficile.

Mais trois mois après la décision initiale de procéder à l'auto-évaluation, le processus s'est terminé. Les commentaires et les réactions ont été incorporés dans un document unique – comprenant les témoignages, les notes et les recommandations de changement – et soumis au Président du Sénat pour approbation.



Le Parlement, Islamabad (Pakistan). © Muhammad Reza/Anadolu par l'AFP

Certains sénateurs ont déclaré que l'importance réelle de l'évaluation s'était révélée tout au long du processus, qui comprenait un examen approfondi des capacités administratives, des normes d'accessibilité et de l'environnement de travail, ainsi que de l'ouverture, de l'inclusivité et de la transparence des activités parlementaires.

Le parlement a découvert qu'il pouvait s'appuyer sur ses propres collaborateurs et s'approprier l'évaluation, ce qui a rendu ce document plus stratégique et apte à répondre à ses besoins.

Plus important encore, le Sénat a identifié les 14 opportunités ci-dessous pour renforcer l'institution, dont au moins cinq sont directement liées à l'égalité hommes-femmes :

- Créer un Office parlementaire du budget.
- Créer un Bureau en tant qu'organe de gouvernance collective du parlement, avec une représentation des deux chambres.
- Renforcer le rôle du parlement dans la nomination des ministres et des membres du gouvernement.
- Renforcer le rôle du Sénat en ce qui concerne le projet de loi de finances, avec une référence particulière au rôle des sénateurs pour proposer des amendements au projet de loi de finances et approuver le budget.
- Veiller à ce que le cadre juridique national du Pakistan soit conforme aux obligations internationales en matière de droits de l'homme.
- Adopter une disposition constitutionnelle ou légale relative aux conflits d'intérêts, qui obligerait les législateurs à déclarer les voyages et hébergements sponsorisés.
- Réglementer la pratique des pressions exercées par des individus ou des groupes, chacun ayant des intérêts divers et spécifiques, qui tentent d'influencer les décisions prises au niveau législatif.
- Définir des dispositions juridiques relatives à l'égalité d'accès physique et en ligne au bâtiment du parlement, à ses processus et à ses débats, pour tous les citoyens, indépendamment de leur handicap ou d'autres besoins particuliers.
- Élaborer un manuel d'évaluation de l'impact, sous forme d'un guide ou d'un document similaire définissant des procédures et des critères, afin d'évaluer les effets qu'une proposition de loi, de programme ou de politique pourrait avoir sur différents groupes, et confier éventuellement ces évaluations à un organisme spécialisé.
- Élaborer des politiques et/ou des plans sur l'intégration de la dimension du genre et prendre en compte cette dimension lors de la formulation des politiques parlementaires.
- Organiser des ateliers ou des séances de dialogue pour les sénateurs et le personnel du Secrétariat sur l'intégration de la budgétisation sensible au genre.
- Évaluer périodiquement la parité hommes-femmes au sein du Secrétariat afin de garantir l'efficacité des politiques en la matière, en particulier aux échelons supérieurs.
- Amender le règlement intérieur du Sénat pour permettre aux sénateurs et au personnel du Secrétariat de s'occuper de jeunes enfants pendant la conduite des travaux législatifs, et mettre en place des systèmes de vote en ligne et de visioconférence pour aider les sénateurs et les collaborateurs ayant des responsabilités familiales à exercer leurs fonctions.
- Mettre en place des services de garde d'enfants pour les sénateurs et le personnel du Secrétariat.

En matière de démocratie et de renforcement parlementaire, l'UIP ne dicte pas, mais facilite le processus afin que les parlements en soient les acteurs, ce qui favorise les ressentis d'appropriation et de légitimité. Le Pakistan est un bon exemple.





## OBJECTIF POLITIQUE 3 – DROITS DE L'HOMME

Les données de l'UIP montrent que de plus en plus de parlementaires sont victimes d'abus, de mauvais traitements, ou même sont tués, pour la simple raison qu'ils font leur travail. C'est particulièrement vrai pour les parlementaires de l'opposition, qui constituent la grande majorité des cas, dont beaucoup concernent des atteintes à la liberté d'expression. Pour soutenir ces personnes, voire la démocratie elle-même, l'UIP défend et promeut les droits de l'homme des parlementaires par l'intermédiaire de son Comité des droits de l'homme des parlementaires.

### Visite à un parlementaire emprisonné en Iraq

En août, des membres du Comité de l'UIP se sont rendus en Iraq pour demander la libération rapide d'un parlementaire de l'opposition arbitrairement arrêté dix ans plus tôt.

Cette arrestation s'est déroulée tôt un matin de décembre 2013, lorsque plus de 50 agents des services de sécurité se sont présentés au domicile d'Ahmed Al-Alwani, dans la ville de Ramadi, à l'ouest de Bagdad. M. Al-Alwani aurait proposé de se rendre, mais une fusillade s'en est suivie, tuant son frère et sept autres personnes.

En violation de son immunité parlementaire, M. Al-Alwani a été arrêté sans mandat, détenu au secret pendant un mois et torturé. Il a ensuite été condamné à la peine de mort par pendaison.

Conscient que l'exécution pouvait avoir lieu d'un jour à l'autre, le Comité de l'UIP a manifesté son intérêt pour une visite en Iraq dès qu'il a eu connaissance du dossier mais, pendant dix ans, la violence, l'instabilité politique et la pandémie de COVID-19 ont rendu impossible une telle mission.

Enfin, lorsque la pandémie a pris fin et que le pays est devenu plus sûr, l'UIP a pu identifier et contacter des personnes clés, instaurant ainsi un climat de confiance et préparant le terrain pour une visite à Bagdad attendue depuis longtemps.

À Genève, le Secrétaire général de l'UIP a rencontré l'Ambassadeur d'Iraq. L'UIP a ensuite demandé officiellement à rendre visite à M. Al-Alwani et les autorités iraqiennes ont répondu favorablement.

Le groupe effectuant ce voyage de trois jours comprenait le Président du Comité de l'UIP de l'époque, le parlementaire belge Samuel Cogolati, ainsi qu'un membre du Comité, le parlementaire pakistanais et ancien journaliste Mushahid Hussein, qui connaissait bien la région.

Ce groupe a rencontré de nombreux responsables, dont le Président iraqien, le Président et des membres du parlement, ainsi que l'avocat, le chef tribal, le frère et le fils de M. Al-Alwani, qui n'avait pas vu son père depuis dix ans.



M. Mushahid Sayed Hussain (Sénateur pakistanais)/M. Ershad Al-Salihi, Président de la Commission des droits de l'homme du Parlement d'Iraq/M. Samuel Cogolati (membre du Parlement fédéral de Belgique, Président de la Commission et chef de la délégation).  
© UIP/B. Lamharzi

La rencontre avec M. Al-Alwani a été riche en émotions. Il avait reçu des messages de l'UIP par l'intermédiaire de son frère, mais n'avait jamais rencontré de représentant de l'UIP. Il s'est exprimé en toute franchise sur son arrestation, les sévices physiques et les tortures qu'il a subis, et a évoqué sa petite cellule, son enfermement et son isolement du monde extérieur. Ses conditions de détention se sont toutefois améliorées au fil des ans et il peut désormais téléphoner à sa famille, recevoir des visites et a même subi une intervention chirurgicale vitale.

La situation de M. Al-Alwani n'a pas encore été résolue, car il est toujours menacé d'exécution.

Mais la visite a mis en évidence le fait que les autorités souhaitent régler cette affaire et faisaient preuve de bonne foi au plus haut niveau. Par ailleurs, l'UIP a montré qu'elle n'abandonnait pas les anciens dossiers, attendant et saisissant l'occasion lorsqu'elle se présentait, même dix ans plus tard. L'expérience le démontre : c'est en associant le dialogue, la fermeté et la patience qu'on obtient des résultats.



## OBJECTIF POLITIQUE 4 – ÉGALITÉ DES SEXES

Bien que la proportion de femmes parlementaires s'accroisse, les parlements restent pour la plupart dominés par les hommes et les femmes sont souvent sous-représentées aux postes clés. Cependant, même lorsque les hommes et les femmes sont représentés à parité, ils peuvent encore être confrontés à un traitement ou à des opportunités très inégales. De nombreuses femmes parlementaires restent par exemple victimes de discrimination et de violence sexiste. La parité hommes-femmes étant un facteur de renforcement de la démocratie, l'UIP axe ses travaux en matière d'égalité des sexes sur la promotion d'un plus grand nombre de femmes dans les parlements et veille à rendre les parlements plus sensibles à la question du genre.

### Façonner une nouvelle stratégie contre le sexisme et le harcèlement au sein du Parlement islandais

L'Islande a d'excellents résultats en matière de parité hommes-femmes, puisque, depuis 14 années consécutives, elle se trouve en tête du classement des pays les plus égalitaires d'après le Forum économique mondial. Elle a également été le premier pays à élire une Présidente, Vigdis Finnbogadóttir, qui a remporté l'élection présidentielle de 1980 ainsi que les trois suivantes. Le parlement, l'Althingi, a failli devenir le premier en Europe à élire une majorité féminine en 2021, mais après un recomptage, il a manqué de peu cet objectif, les femmes ayant remporté 30 des 63 sièges.

L'égalité des sexes est toutefois bien plus que des chiffres et des classements : elle exige également l'égalité des traitements et des chances. En 2017, par exemple, le mouvement #MeToo a sensibilisé le monde entier au harcèlement sexuel, aux agressions et aux abus contre les femmes dans tous les milieux, y compris les parlements.

L'étude de 2018 de l'UIP [Sexisme, harcèlement et violence à l'égard des femmes dans les parlements d'Europe](#), publiée en partenariat avec l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, a révélé qu'environ 82,5 % des personnes interrogées ont subi des violences psychologiques pendant leur mandat.

D'après les données, de nombreuses femmes dans les parlements ne se sentaient pas en sécurité, et l'Althingi a donc décidé d'y regarder de plus près. Les autorités parlementaires ont cherché à tirer des enseignements de l'expérience d'autres parlements et ont demandé l'aide de l'UIP. Le Secrétaire général de l'UIP, Martin Chungong, s'est rendu dans ce pays pour la première fois en 2018 afin d'apporter son soutien.

En 2020, le parlement a mené une étude sur son environnement de travail, tant pour les parlementaires que pour les collaborateurs. Les résultats ont montré que des mesures devaient être prises pour lutter contre le harcèlement sexuel et sexiste ainsi que les brimades dans les locaux du parlement.

L'Althingi a d'abord créé une commission sur l'égalité des sexes, composée de parlementaires et de collaborateurs, puis a commencé à élaborer un Plan. Ce Plan comprend des actions préventives et propose des orientations pour le traitement des cas de sexisme et de harcèlement, en veillant à ce que la plaignante ait accès à des conseils et à un accompagnement tout au long de la procédure. À l'issue d'un processus exhaustif et consultatif avec chaque groupe parlementaire au sein de la chambre, l'Althingi a adopté sa nouvelle Stratégie et son Plan d'action en mai 2023.

Dans son Plan, l'Althingi a suivi de nombreuses recommandations stipulées dans les [Lignes directrices de l'UIP pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques visant à l'élimination du sexisme et de la violence sexiste dans les parlements](#).

Sa mise en œuvre est en cours. À l'heure où nous écrivons ces lignes, les parlementaires et leurs collaborateurs islandais peuvent s'attendre à d'autres séances de formation en 2024, axées sur la diversité, l'équité et l'inclusion.



L'Althingi © Parlement d'Islande

Une enquête de suivi est également prévue pour constater l'évolution depuis l'étude de 2020 et voir si l'Islande peut encore améliorer ses références déjà impressionnantes en matière d'égalité hommes-femmes.

En effet, comme l'Islande l'a montré, la démocratie et l'égalité des sexes ne souffrent pas que l'on se repose sur ses lauriers.



## OBJECTIF POLITIQUE 5 – REPRÉSENTATION DES JEUNES

Les jeunes supporteront plus que quiconque les conséquences des décisions prises aujourd'hui et pourtant, ils sont trop souvent exclus du processus décisionnel. Selon les données de l'UIP, les moins de 30 ans représentent moins de 3 % de l'ensemble des parlementaires, alors qu'environ 50 % de la population mondiale a moins de 30 ans. Il s'agit là d'une grave anomalie dans bon nombre de nos démocraties. Depuis plus d'une décennie, l'UIP aide les parlements à représenter plus efficacement toutes les générations, tout en donnant aux jeunes parlementaires les moyens d'agir grâce à des réseaux de mise en relation, des formations et des campagnes de motivation.

### Le Mexique prend le relais du Paraguay

Lancée en avril 2021, la campagne de l'UIP [Oui à plus de jeunes au parlement !](#) a continué de produire des résultats en 2023.

Invitant les parlementaires et d'autres personnes à souscrire à six engagements clés, cette campagne vise à remédier à la grave sous-représentation des jeunes dans les parlements.

Et il semble qu'elle trouve un large écho, la dynamique du changement se propageant également dans d'autres régions d'Amérique latine.

Les six engagements sont les suivants : promouvoir les quotas de jeunes, faire concorder l'âge d'éligibilité à un mandat avec la majorité électorale, soutenir les canaux permettant aux jeunes de se faire entendre au parlement, responsabiliser les jeunes parlementaires, encadrer les jeunes candidats et plaider en faveur de la participation des jeunes.

Le Paraguay a été l'un des premiers pays à adopter cette campagne et a réussi à faire passer une nouvelle loi en 2022 pour abaisser l'âge d'éligibilité aux fonctions municipales et au rôle de conseiller, grâce aux pressions de deux sénateurs.

Inspirée par le Paraguay, qui avait également accueilli la Conférence mondiale jeunes parlementaires de l'UIP en 2019, la parlementaire mexicaine de l'opposition et actuelle Présidente du Bureau des femmes parlementaires de l'UIP, Cynthia López Castro, a défendu une nouvelle loi à la Chambre des députés mexicaine visant à abaisser l'âge d'éligibilité de 21 à 18 ans.

Ce projet de loi a été voté deux ans plus tard, après de fortes pressions, une large couverture médiatique, d'intenses efforts de sensibilisation dans les écoles et les universités du pays, et un soutien transpartisan, y compris des parlementaires de la majorité gouvernementale, pour faire passer le projet de loi.

En ce qui concerne l'avenir, les défenseurs de la campagne affirment que ses engagements pourraient façonner l'avenir de la démocratie pour de nombreuses générations à venir.

Cette campagne a également été lancée au Chili et en Uruguay en 2023 et les premiers résultats sont prometteurs.



Mme Cynthia López Castro (Mexique). © UIP/Joel Sheakoski



## OBJECTIF POLITIQUE 6 – PAIX ET SÉCURITÉ

Depuis sa création en 1889, l'UIP met les parlementaires en relation et les encourage à régler les différends entre leurs pays par le jeu du dialogue et de la diplomatie, et non par les conflits armés. Plus récemment, la Stratégie 2022-2026 de l'UIP a confirmé que les parlements étaient le cœur de cible de l'UIP, mais que ceux-ci ne fonctionnaient pas de manière isolée. Pour avoir plus d'impact, l'UIP doit également relier les parlements à l'écosystème plus large dans lequel ils opèrent, notamment les gouvernements, la société civile, les organisations confessionnelles et les représentants de religions et de convictions.

### Faire un pont entre politique et religion pour lutter contre la violence

Comme certains des parlements qu'elle sert, l'UIP s'est traditionnellement abstenue d'aborder directement les questions de religion et de conviction, même si, par le passé, certains de nos travaux pouvaient être considérés sous cet angle, notamment pour soutenir l'action parlementaire visant à éradiquer les mutilations génitales féminines.

Face à la montée de la haine religieuse dans le monde et à la rhétorique religieuse utilisée par les groupes terroristes pour attirer de nouvelles recrues – au Sahel par exemple – l'UIP est toutefois de plus en plus préoccupée par la manière dont les religions et les convictions servent indûment à justifier des actions politiques.

En conséquence, et à la demande de ses Parlements membres, l'UIP vient de commencer à s'engager plus directement sur les questions relatives à la religion et à la conviction, reconnaissant que les parlementaires et les leaders en matière de religion et de conviction peuvent servir de rempart contre la propagation croissante de la haine, de l'extrémisme et de la violence. Bien que ces deux groupes aient différentes fonctions, ils partagent l'objectif de servir leur communauté et d'œuvrer dans l'intérêt de leur société.

C'est dans cette optique que l'UIP s'est associée au Parlement du Maroc et à d'autres partenaires pour organiser une Conférence parlementaire de trois jours sur le dialogue interreligieux en juin. Pour la première fois au niveau mondial, une réunion a mis en relation des parlementaires avec des leaders en matière de religion et de conviction, les Nations Unies, le milieu universitaire et la société civile en vue de discuter d'alliances visant à promouvoir l'état de droit, la coexistence pacifique et l'inclusion.

Des centaines de parlementaires venus de 70 pays ont participé à la réunion au Maroc, dont le document final, le [Communiqué de Marrakech](#), a appelé à mettre fin à la haine. Ce document a encouragé les parlements à tenir davantage compte de la foi et de la religion lors de l'élaboration de la législation nationale et des engagements internationaux, ainsi que dans la promotion de la cohésion sociale.



Les chefs religieux ont été invités au Parlement néo-zélandais après les attentats de la mosquée de Christchurch en 2019. © VNP/Daniela Maoate-Cox

La réunion au Maroc fait suite à d'autres travaux de l'UIP en rapport avec la religion ou la conviction.

En février, une réunion de deux jours organisée conjointement par l'UIP et le Parlement algérien a porté sur le terrorisme au Sahel et sur le rôle des chefs religieux, communautaires et traditionnels dans la prévention de l'extrémisme violent.

En mars, près de 140 délégations de Parlements membres ont adopté la [Déclaration de Manama](#) lors de la 146<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP à Bahreïn, demandant aux parlementaires d'ériger en infractions tous les actes motivés par la haine et toutes les formes de violence liées à la religion, aux convictions, à la xénophobie, au racisme et à l'intolérance.

En juin, le rapport de l'UIP sur [la religion et la conviction](#) a étudié la manière dont la religion et la conviction sont institutionnellement présentes dans la vie et les travaux des parlements, en s'appuyant sur des données d'enquête et des entretiens avec des parlementaires et des collaborateurs de 81 parlements nationaux.

L'UIP reste fidèle à sa mission initiale, qui est de faciliter le dialogue, en proposant souvent des voies moins formelles que d'autres organisations multilatérales, mais elle a également élargi son champ d'action pour inclure des acteurs nouveaux et non étatiques.

À la fin de la Conférence de Marrakech, le Parlement italien a proposé d'accueillir ultérieurement une réunion interconfessionnelle, invitant les participants à Rome en 2025, année jubilaire pour l'Église catholique, avec la devise «Pèlerins de l'espoir».



## OBJECTIF POLITIQUE 7 – OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Avec seulement quelques années restantes pour mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses objectifs de développement durable (ODD), mobiliser les parlements autour du Programme mondial de développement est devenu sans cesse plus urgent. Les responsabilités législatives, de contrôle et de budgétisation des parlements en font des acteurs clés pour, par exemple, réduire les inégalités sociales et économiques, améliorer la santé des personnes qu'ils représentent, et agir pour limiter les effets des changements climatiques.

### Renforcer notre partenariat avec le Parlement ouzbek pour mettre en œuvre les ODD

Dans le cadre d'un objectif stratégique large visant à mettre en relation les parlements avec des processus de l'ONU, l'UIP investit dans le soutien à la mise en œuvre parlementaire des ODD. Par le biais de notre enquête annuelle, nous encourageons les parlements à contribuer à la préparation des examens nationaux volontaires, processus de l'ONU par lequel les pays présentent leurs progrès en matière d'ODD.

Si les enquêtes de l'UIP révèlent un engagement parlementaire inégal vis-à-vis de ce processus, l'Ouzbékistan est un bon exemple de parlement qui a pris à cœur les recommandations de l'UIP. Ce pays est allé plus loin que de nombreux autres en institutionnalisant le lien entre le parlement et les ODD.

La dynamique de la réflexion parlementaire de l'Ouzbékistan sur les ODD s'est accélérée lorsque la Commission des ODD du parlement a été mise en place en février 2020. Composée de membres des deux chambres de l'Oliy Majlis, cette Commission intègre les ODD dans les principales fonctions gouvernementales et demande au gouvernement de rendre des comptes sur leur mise en œuvre.

En 2022, lors des préparatifs de l'examen national volontaire de l'Ouzbékistan pour 2020, la Commission des ODD s'est activement impliquée. Elle a partagé ses conclusions avec l'Oliy Majlis et le Gouvernement, en suggérant des modifications de la législation, des politiques et des programmes.

Plus tard dans l'année, le pays est allé encore plus loin en prenant l'initiative d'une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le rôle essentiel des parlements nationaux dans la concrétisation des ODD, une première historique. Grâce à l'intense pression de l'Ouzbékistan, quelque 80 États membres ont parrainé la résolution [Renforcer le rôle des parlements dans l'accélération de la réalisation des objectifs de développement durable \(ODD\)](#), laquelle mentionne l'UIP à cinq reprises.

En 2023, lors d'un webinaire organisé pour donner suite à cette résolution, en collaboration avec la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) et sa Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), la Présidente du Sénat ouzbek a prononcé l'allocution d'ouverture afin de sensibiliser davantage à la question.

La même année, l'Ouzbékistan a également présenté ses initiatives au Forum politique de haut niveau des Nations Unies sur le développement durable, plateforme centrale des Nations Unies pour le suivi et l'examen des ODD.

Plus tard, lors d'une conférence ultérieure à Tachkent (Ouzbékistan) – le deuxième Forum mondial sur la coopération interparlementaire pour la réalisation des objectifs de développement durable – le Secrétaire général de l'UIP a de nouveau souligné l'importance de renforcer la collaboration entre les parlements pour la mise en œuvre des ODD.

Dans un pays qui fait face à de nombreux défis, notamment en raison des changements climatiques, la stratégie de développement de l'Ouzbékistan pour 2022-2026 a réorienté les priorités financières publiques et privées du pays en fonction des ODD, en partie grâce au soutien de l'UIP.

Le cas de l'Ouzbékistan est un bon exemple de responsabilité mutuelle entre l'UIP et un Parlement membre, comme le prévoit la Stratégie actuelle de l'UIP.



Akmal Saidov, Vice-Président du Parlement d'Ouzbékistan et ancien membre du Comité exécutif, s'adresse aux Nations Unies à Genève.  
© UN Photo/Jean Marc Ferré

# Devenir une organisation universelle

## Parlements membres (180)

Afghanistan\*\*, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), BosnieHerzégovine, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cabo Verde, Cambodge, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Espagne, Estonie, Eswatini, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti\*, Honduras\*, Hongrie, Îles Marshall, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, Liban, Libéria, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Monténégro, Mozambique, Myanmar\*\*, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Palaos, Palestine, Panama, PapouasieNouvelle-Guinée\*, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République de Corée, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République de Moldova, République populaire démocratique de Corée, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni, Rwanda, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Serbie, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Somalie, Soudan du Sud, Sri Lanka, Suède, Suisse, Suriname, Tadjikistan, Tchad, Thaïlande, TimorLeste, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Türkiye, Tuvalu, Ukraine, Uruguay, Vanuatu, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie et Zimbabwe.

## Membres associés (15)

Assemblée interparlementaire des nations membres de la Communauté des États indépendants (AIP CEI), Assemblée législative de l'Afrique de l'Est, Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), Assemblée parlementaire pour la coopération économique de la Mer noire, Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF), Comité interparlementaire de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), Parlement andin, Parlement arabe, Parlement centraméricain (PARLACEN), Parlement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Parlement de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), Parlement européen, Parlement latino-américain et caribéen (PARLATINO), Parlement du MERCOSUR (PARLASUR) et Parlement panafricain.

\* Membres non participants (tous droits suspendus)

\*\* Membres participant aux travaux de l'UIP en qualité d'observateurs sans droit de vote

## Association des Secrétaires généraux des parlements

L'Association des Secrétaires généraux des parlements (ASGP) regroupe les Secrétaires généraux et d'autres hauts fonctionnaires en charge des services parlementaires. Elle étudie les questions de droit, de procédure, de pratique et les méthodes de travail des parlements, et propose des mesures d'amélioration et de coopération entre les services des parlements. C'est un organe consultatif de l'UIP et le Président de l'ASGP fait un rapport annuel au Comité exécutif de l'UIP sur les activités de l'ASGP. L'ASGP assiste l'UIP sur les sujets relevant de son champ d'action. Les études menées par l'UIP sur le droit et les pratiques parlementaires sont régulièrement communiquées à l'ASGP et bénéficient de sa contribution.

L'ASGP a étroitement collaboré avec l'UIP, notamment en organisant régulièrement des séances conjointes UIP-ASGP lors de l'Assemblée de l'UIP. Pour ne citer que trois exemples de domaines de coopération mutuelle :

L'UIP et l'ASGP ont publié conjointement un *Guide sur la transformation numérique des parlements*, en octobre 2023, et ont organisé un atelier conjoint sur ce thème lors de la 147<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP. Ce Guide s'appuie sur les contributions des membres de l'ASGP et des responsables des TIC dans les parlements pour définir les bonnes pratiques à appliquer dans un processus de transformation numérique. La collaboration s'est également poursuivie dans le cadre d'autres projets de recherche, notamment une initiative conjointe sur l'accueil des nouveaux parlementaires. Les Secrétaires généraux ont participé à des groupes de discussion en ligne lors de la préparation des *Indicateurs pour des parlements démocratiques* de l'UIP, qui ont également été publiés en octobre 2023. Lors des réunions de l'ASGP, les Secrétaires généraux ont partagé leur expérience sur une série de sujets sur lesquels l'UIP travaille, notamment la lutte contre la violence sexiste au parlement, la participation des citoyens aux travaux parlementaires, l'utilisation de l'IA dans les parlements, entre autres. Cet échange fructueux est un moyen important de partager les bonnes pratiques et d'alimenter la réflexion au sein de l'UIP, de l'ASGP et des parlements nationaux.

# Comité exécutif de l'UIP



**Dr T. Ackson** (RÉPUBLIQUE-UNIE  
DETANZANIE)  
Présidente de droit  
Fin du mandat: oct 2026



**M. A. Kharchi** (ALGÉRIE)  
Membre  
Fin du mandat: oct 2025



**M. M. Dick** (AUSTRALIE)  
Membre  
Fin du mandat: oct 2027



**M<sup>me</sup> S. Mikayilova** (AZERBAÏDJAN)  
Membre  
Fin du mandat: oct 2027



**M. C. Cajado Sampaio** (BRÉSIL)  
Membre  
Fin du mandat: oct 2027



**M. Ali Rashid Al Nuaimi** (ÉMIRATS  
ARABES UNIS)  
Membre  
Fin du mandat: mars 2025



**M. A. Almodobar** (ESPAGNE)  
Membre  
Fin du mandat: oct 2025



**M. L.-J. de Nicolaÿ** (FRANCE)  
Membre  
Fin du mandat: oct 2026



**M<sup>me</sup> D.-T. Avgerinopoulou** (GRÈCE)  
Membre  
Fin du mandat: oct 2025



**M<sup>me</sup> A. Sarangi** (INDE)  
Membre  
Fin du mandat: oct 2026



**M. F. Zon** (INDONÉSIE)  
Membre  
Fin du mandat: oct 2027



**M<sup>me</sup> C. López Castro** (MEXIQUE)  
Membre de droit (Bureau des femmes  
parlementaires)  
Fin du mandat: mars 2025



**M. G.O. Akpabio** (NIGÉRIA)  
Membre  
Fin du mandat: oct 2027



**M<sup>me</sup> G. Morawska-Stanecka** (POLOGNE)  
Membre  
Fin du mandat: nov 2027



**M. D. Carden** (ROYAUME-UNI)  
Membre de droit (Forum des jeunes  
parlementaires)  
Fin du mandat: mars 2025



**M<sup>me</sup> B. Argimón** (URUGUAY)  
Membre  
Fin du mandat: oct 2024



**M<sup>me</sup> N.B.K. Mutti** (ZAMBIE)  
Membre  
Fin du mandat: oct 2027

## Comment l'UIP est-elle financée ?

Les travaux de l'UIP visant à promouvoir la paix, la démocratie et le développement durable sont principalement financés par nos Membres et Membres associés. Nous bénéficions également d'un flux régulier de contributions volontaires de la part de gouvernements, d'agences de développement, d'organes de l'ONU et de fondations. Plusieurs bailleurs de fonds ont passé des accords de financement sur plusieurs années qui restent en vigueur en 2023. Parmi ceux-ci, on peut citer : l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, la Commission européenne, Affaires mondiales Canada, Irish Aid, l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale, l'Assemblée populaire nationale de Chine, les parlements des Émirats arabes unis,

de la Micronésie, du Qatar, et de la Suisse ainsi que le Parlement arabe et la Fondation Global Futures Laboratory Julie-Ann Wrigley/Université d'État de l'Arizona. Des partenariats avec le système des Nations Unies, en particulier le PNUD, l'OMS, le Bureau de la Haute Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement, l'UNESCO, le HCR et ONU Femmes, permettent de soutenir divers programmes de niveau national et activités. La République de Corée a continué d'offrir un soutien en détachant auprès de l'UIP du personnel de recherche expérimenté. L'UIP reste déterminée à trouver d'autres financements volontaires en vue de réaliser ses objectifs stratégiques.

# Publications de 2023

## Bulletin thématique

- [Faire face aux changements climatiques en montagne : opportunités d'action pour les parlementaires](#)

## Guides

- [La Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et son Protocole facultatif: Guide à l'usage des parlementaires](#)
- [Guide pratique à l'usage des bibliothèques parlementaires \(3<sup>e</sup> édition\)](#) (à présent disponible en français, espagnol et portugais)
- [Nationalité et apatridie](#) (à présent disponible en ouzbek-cyillique et ouzbek-latin)

## Outils

- [Indicateurs pour des parlements démocratiques](#)
- [Parlements et droits humains- Outil d'auto-évaluation](#)
- [Parlements : évaluer la sensibilité au genre, outil d'auto-évaluation](#) (à présent disponible en mongol)

## Rapports

- [La représentation des jeunes dans les parlements nationaux : 2023](#)
- [Rapport parlementaire sur la religion et la conviction](#)
- [Rapport d'impact 2022](#)
- [Les femmes au parlement en 2022](#)

## Publications de référence

- [Guide sur la transformation numérique des parlements](#)
- [10 actions pour des parlements plus écologiques](#)

## Infographies

- [Représentation des jeunes dans les parlements infographie 2023](#)
- [Violations des droits de l'homme des parlementaires – 2023](#)
- [Les femmes en politique: 2023](#)

# Collections de l'UIP

L'UIP a sept collections essentiellement destinées aux parlementaires et aux décideurs politiques. Toutes les publications sont disponibles [ici](#).

Les **bulletins thématiques** sont conçus pour sensibiliser à une question particulière. Ils établissent un état des lieux à l'aide de statistiques, de tableaux, de graphiques, de faits et de chiffres.

Les parlementaires ayant pour fonction de préparer des lois et des politiques, les **guides** à leur usage sont conçus pour leur donner une connaissance approfondie d'un sujet. Ils contiennent des informations de base, des conseils de mise en œuvre et des exemples d'autres pays, définissent les concepts clés et exposent les bonnes pratiques.

Les **outils** permettent aux parlements d'évaluer ce qu'ils ont, ce qui leur manque et les mesures à prendre dans un domaine donné.

Les **rapports** traitent généralement en détail d'un sujet stratégique et exposent les progrès et les reculs enregistrés. Ils fournissent des données nouvelles et paraissent une fois par an ou de manière périodique.

Les **publications de référence** sont conçues comme des lignes directrices pour appuyer le développement parlementaire.

Les **lignes directrices** visent à détourner l'attention de l'analyse pour la rediriger vers les solutions. Elles aident les parlements et leur offrent les outils nécessaires pour mettre de l'ordre dans leurs propres institutions.

Les **infographies** se présentent généralement sous forme de cartes et visent à mettre en lumière et à illustrer un thème particulier.

## Tous droits réservés © Union interparlementaire, 2024

La reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est autorisée à des fins strictement personnelles et non commerciales, moyennant mention des indications de copyright et de source, et sans aucune modification. Il est toutefois demandé d'informer l'Union interparlementaire de toute utilisation du contenu de la publication.

ISSN 2410-6763

Original : Anglais

Traduction : Christian Jasinski

Maquette et mise en page : René Berzia, Ink Drop

Imprimé en France par Courand et Associés







Union interparlementaire  
Pour la démocratie. Pour tous.

**T** +41 22 919 41 50  
**F** +41 22 919 41 60  
**E** [postbox@ipu.org](mailto:postbox@ipu.org)

Chemin du Pommier 5  
Case postale 330  
1218 Le Grand-Saconnex  
Genève – Suisse

Suivez-nous sur [ipu.org](https://www.ipu.org) et

